

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

LA
PROTECTION DES SITES
ET PAYSAGES

« A force de restreindre pour un peuple, les
« occasions d'admirer, on risque d'en abolir le
« besoin dans l'âme nationale, de supprimer en
« l'homme ce qui le différencie le plus de la
« bête. »

SULLY-PRUDHOMME.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 9 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

L. GASSOT DE CHAMPIGNY

Président : M. TISSIER, professeur.
Suffragants : } MM. MASSIGLI, professeur.
BARTIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

1909

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

PROTECTION DES SITES ET PAYSAGES

« A force de restreindre pour un peuple, les
« occasions d'admirer, on risque d'en abolir le
« besoin dans l'âme nationale, de supprimer en
« l'homme ce qui le différencie le plus de la
« bête. »

SULLY-PRUDHOMME.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 9 décembre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

L. GASSOT DE CHAMPIGNY

Président : M. TISSIER, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. MASSIGLI, professeur.} \\ \text{BARTIN, professeur.} \end{array} \right.$



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

—
1909

PRÉFACE

LA PROTECTION DES SITES ET PAYSAGES EN ALLEMAGNE

Avant d'étudier la protection des sites et paysages en France, il nous semble utile de donner une vue d'ensemble(1) de la législation allemande sur ce sujet.

Cette législation est considérée à bon droit sinon comme parfaite, du moins comme la plus complète qui existe.

La protection légale des forêts et des prairies est tout d'abord assurée par une *loi d'Empire*, le Code pénal allemand, dont l'article 308 punit d'une amende ou d'emprisonnement quiconque allume du feu à des endroits dangereux dans les forêts ou sur les landes, et quiconque circule sans autorisation à travers les prairies, pâturages ou bois entourés de clôtures ou dont un écriteau interdit l'accès.

Mais les règlements de police forestière des Etats fédératifs sont bien plus complets : Ils punissent en-

1. *Bulletin de la société pour la protection des paysages de France*. 15 juillet 1909. M. A. Leander, avocat à Berlin.

tre autres, les vols de bois, résine, écorce, mousse, gazon, etc., faits dans les bois et dans les champs.

En Wurtemberg et en Prusse, par exemple, l'autorité peut ordonner qu'il soit procédé à des boisements pour prévenir les dangers naturels, ensablements ou avalanches. Enfin les propriétaires de parcelles de bois peuvent être réunis en sociétés pour qu'ils exploitent suivant des règles convenables.

La protection du paysage n'existe que depuis 1902.

D'après une loi hessoise du 16 juillet 1902 les monuments naturels, tels que cours d'eau, rochers et arbres ainsi que leurs alentours peuvent devenir l'objet d'une protection spéciale de l'autorité cantonale, lorsque leur conservation touche l'intérêt public par la beauté ou la nature du paysage.

Avant d'autoriser des travaux susceptibles de détériorer un monument naturel ou de l'enlaidir, les autorités administratives doivent prendre l'avis des « conservateurs des monuments ».

La loi prussienne du 2 juin 1902, afin d'empêcher l'enlaidissement des paysages, permet aux autorités de police de l'État, de défendre l'apposition d'affiches-réclames, et inscriptions *en dehors* des villes et des villages.

Ces mêmes autorités de police peuvent, d'après l'article 8 de la loi du 15 juillet 1907, permettre à la police du bâtiment d'interdire les travaux de construction *en dehors* des villes, « si ces travaux sont

« susceptibles d'enlaidir sensiblement le paysage, et
« si l'enlaidissement peut être empêché soit par le
« choix d'un autre emplacement, ou l'adoption d'un
« autre genre de construction, soit par l'emploi d'au-
« tres matériaux. » La loi du 8 avril 1907 dans le
duché de Saxe-Cobourg, et la loi du 10 mars 1909
dans le royaume de Saxe, émettent des prescriptions
identiques à celles des lois prussiennes.

Toutes ces lois protègent également les *sites ur-
bains*.

Les municipalités peuvent faire dépendre d'une
autorisation de la police des bâtiments les construc-
tions ou travaux de tous genres, qui contribueraient
à « enlaidir les rues, les places de la localité ou son
aspect d'ensemble », et aussi l'apposition d'affiches,
de réclames lumineuses, de tableaux ou l'installation
de vitrines.

Nous ajouterons pour terminer que dans tous les
États allemands, même dans ceux où il n'existe pas
de lois proprement dites, l'administration donne tous
ses soins à la conservation des sites et paysages.

Elle est secondée par des sociétés nombreuses et
zélées, parmi lesquelles nous citerons le « Bund
Heimaschutz. »

Le but de cette société est de sauvegarder les par-
ticularités naturelles et historiques du sol national
allemand, (règne animal et végétal, paysages, mœurs,
usages et coutumes).

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le beau se trouve partout dans la nature, pour qui sait voir et sentir. Mais dans notre siècle, où les exigences de la vie sont peut-être devenues plus dures que jamais, l'homme n'a plus le temps d'être philosophe et artiste; il ne sait pas résister à l'appât d'un gain.

Il détruit à chaque instant de la beauté, rochers ou arbres centenaires, et se console rapidement de leur perte par le bénéfice qu'il en a retiré.

Mais tous ses concitoyens sont saisis d'indignation, comme en face d'un crime, lorsqu'il s'attaque à quelque une de ces merveilles dont une nation s'enorgueillit.

C'est ainsi que nous avons appris avec émotion l'invasion rapide des polders dans la baie du Mont-

Saint-Michel ; c'est ainsi que nous sommes revoltés par ces nuées d'affiches, qui s'interposent à chaque instant entre nos yeux et le paysage.

Plusieurs sociétés : le Club Alpin, le Touring Club, les Amis des arbres et entre toutes, la Société pour la protection des paysages, se sont fait les organes de l'opinion publique, et ont par leurs campagnes préparé la loi du 21 avril 1906.

Nous étions devancés par beaucoup de nations ; (1) aussi la France, qui porta l'art des jardins à son apogée, et dépense encore tous les ans des millions pour encourager les artistes, ne pouvait pas se désintéresser de ses plus beaux sites, laisser tarir cette source d'inspiration.

Nous essaierons de définir le paysage en disant que c'est « une partie de la nature présentant un caractère esthétique par la disposition de ses lignes, de ses formes et de ses couleurs. »

« Un monument naturel est un groupe d'éléments dus à la nature, comme rochers, arbres, bouleversements du sol, accidents de terrains, et autres, qui séparément ou ensemble formeront un aspect im-

1. Lois étrangères pour la protection des sites.

Prusse, 2 juin 1902.

Grand-Duché du Luxembourg, mars 1893.

Canton de Vaud, 12 novembre 1903.

Angleterre, 1847 sur l'embellissement des villes.

« posant, un paysage digne d'être conservé (1) ».

Mais cette définition laisse en dehors tout ce qui est dû au travail de l'homme. Il est pourtant des monuments dignes d'intérêt : Les uns sont usés et couverts de mousse, ce sont des églises ou des châteaux en ruines, qui ajoutent à la nature environnante une note pittoresque ; les autres forment ces ruelles tortueuses, restes du moyen âge.

Ce sont des sites, aussi précieux que les paysages et plus caractéristiques peut-être de nos différentes régions.

La loi du 30 mars 1887 ne protège les monuments qu'individuellement et n'empêche pas que leur silhouette soit masquée ou coupée par un de ces informes caravansérails, produits de l'art moderne.

Il nous reste à sauvegarder non seulement les alentours des « monuments historiques », les décors prestigieux, que forment le Mont-Saint-Michel et la Cité de Carcassonne par exemple, mais les perspectives plus humbles et si poétiques, que l'on rencontre à chaque pas dans nos villes de France.

C'est l'intérêt d'une région de conserver tout son pittoresque. Les touristes sont la fortune des pays qu'ils fréquentent, d'autant que les pays les plus beaux sont généralement les plus pauvres.

1. Rapport de M. de Clermont au Congrès de Liège, septembre 1905.

La Suisse ne vit que de sa beauté. Et si la Bretagne n'est pas une petite Suisse, c'est que ses habitants tuent la poule aux œufs d'or en vendant souvent pour des prix dérisoires leurs arbres et leurs rochers, en laissant masquer leurs plus beaux sites par des affiches démesurées.

Enfin au point de vue salubrité il faut à tout prix conserver nos forêts (1). Dans la *loi du 18 juin 1859* on admit la théorie du savant Arago, soutenant que les défrichements sont nuisibles à la santé publique. L'arbre n'est pas seulement un ornement, c'est aussi un grand purificateur de l'atmosphère, dont l'influence se fait particulièrement sentir autour des grandes villes : ce qui fit dire au Dr Rubener, directeur de l'Institut d'hygiène de Berlin, quand il fut question d'entamer le Grunewald (2) : « La forêt purifie l'air, assainit l'eau, brise le vent, fixe la poussière, offre aux travailleurs un lieu de repos salubre pour leurs « ébats journaliers. On devrait la soigner jalousement « comme le vrai sanatorium du peuple. »

Nous verrons plus loin l'influence des forêts sur le régime des eaux, le climat et par conséquent l'agriculture.

Tous ces motifs réunis nous semblent légitimer parfaitement une nouvelle entrave à la propriété ; d'au-

1. Thèse de M. JULES MADELIN, p. 50.

2. *Berliner Tagblatt*, septembre 1908.

tant que généralement, une seule partie de ce droit, sera atteinte : l'abus dans la jouissance.

« La force de l'homme pour détruire est immense ;
« hélas ! De quelques coups de hache nous jetterons
« à nos pieds un arbre que sept ou huit siècles de
« sève, de printemps fécondant, de beau soleil ont à
« grand'peine érigé et grandi ; et nous ne pouvons
« pas, misérables que nous sommes, semer une graine
« dont nous puissions espérer voir le suprême épa-
« nouissement (1). »

Le progrès scientifique et la lutte pour la vie ont des droits indiscutables, mais ils peuvent très souvent se concilier avec l'esthétique : les monuments disgracieux, qui gâtent un paysage, peuvent être masqués par un rideau d'arbres ; et les prises d'eau d'usines, qui assèchent torrents et cascades, auraient pu bien des fois être faites en aval, quitte à perdre un peu d'énergie.

Enfin la pierre est assez abondante en France, Dieu merci, pour que les carriers respectent au moins nos rochers les plus célèbres.

Ayant à leur disposition des outils merveilleux, et le ciment armé souple comme de l'argile, les ingénieurs ne pourraient-ils pas sacrifier un peu à la beauté, au lieu de nous étonner toujours par leur audace ? Le viaduc de Fades avec ses 132 mètres de hauteur, est un record, ce n'est pas une œuvre d'art.

1. AUGÉ DE LASSUS. *Bulletin de la S. P. P. F.* 15 juillet 1906.

Le Français ne peut-il donc plus se manifester que par de la laideur, et aurions-nous perdu le sens de l'esthétique ? « Le moindre paysan nippon, dit Elisée Reclus (1), a les yeux ouverts pour le charme « et la grandeur des paysages. Quand il bâtit sa hutte « en bois il prend soin de la placer au bord de l'eau « courante, dans le voisinage de bouquets d'arbres, en « vue d'un bel horizon ; et presque partout il l'orne « de fleurs disposées avec goût. »

1. ÉLISÉE RECLUS.

CHAPITRE SECOND

Les principales causes de destruction de nos paysages sont : le déboisement, l'exploitation abusive des carrières jointe à l'occupation temporaire ; puis l'utilisation de la houille blanche, l'affiche-réclame et certaines lois.

LE DÉBOISEMENT

Les plus beaux ornements de la nature, les forêts, ne seront bientôt plus qu'un souvenir en France et même dans le monde entier, si l'on ne triomphe des nombreux ennemis, qui s'acharnent après eux (1).

Jusqu'au ^{xvi}^e siècle, la plus grande partie des Pyrénées était boisée ; le Béarn n'était qu'une vaste forêt. Au ^{xvii}^e siècle les forges catalanes, la marine royale et les pâtres y firent de terribles brèches, d'après le témoignage de Louis de Froidour, grand maître réformateur des Eaux et forêts à l'époque de Colbert.

1. *Revue de Paris*, 1903, tome 6.

Avant la Révolution, la France était encore boisée de 19 millions d'hectares; elle ne l'est plus que de 9 millions aujourd'hui.

Le déboisement, que provoqua la vente des biens nationaux en 1792, fut continué par le nouveau régime successoral : Morcelées en parcelles infimes, les forêts changent souvent de propriétaires; ceux-ci n'ont qu'un but, en tirer le plus d'argent possible.

« En notre société très réaliste, bien outillée,
« jalousement ordonnée, le très bel arbre ne peut
« plus se produire et apparaître. Les plus scrupuleux
« de nos agents de forêts conservent les forêts, mais
« non pas les arbres. Un arbre, matériellement par-
« lant, arrive-t-il au maximum de sa valeur marchande,
« il est abattu, c'est de la bonne administration. Dé-
« sormais nous planterons, nous cultiverons des chênes
« et des hêtres comme un maraîcher cultive des oi-
« gnons ou des salsifis. Lorgueil royal ou seigneurial,
« la stabilité presque immuable des grands domaines,
« aussi un certain désordre — *felix culpa* — jadis
« permettaient la lente poussée des futaies grandio-
« ses. On oubliait quelques arbres, et ceux-là deve-
« naient les plus beaux. Chênes crevassés, béants,
« sublimes, ils semblaient consacrer l'antiquité verti-
« gineuse de la terre qui les avait nourris. (1) »

1. AUGÉ DE LASSUS. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 juillet 1906.

Les bois sont maintenant d'un trop mauvais rapport, pour que l'on ait intérêt à les conserver. Excepté dans Landes, l'augmentation des impôts et du prix de main-d'œuvre, absorbent une bonne partie des revenus (1). La forêt d'Amboise, qui fut vendue l'an dernier à la compagnie Bernheim pour être exploitée, payait 34.000 francs d'impôts pour un revenu brut de 150.000 francs.

Lorsque se répandit dans tout le midi la culture intensive de la vigne, il y a quelque trente ans, on arracha jusqu'au moindre rideau d'arbres sur les versants des Cévennes et dans la vallée de la Garonne : L'Hérault maintenant n'a plus rien à envier à Avignon, où je ne sais quel vent de folie a fait raser les arbres de la belle île de Bartholasse chantée par Pétrarque.

Mais c'est encore l'industrie le plus grand destructeur d'arbres : Les châtaigneraies de la Corse, de l'Ardèche et du Périgord ont été transformées en tannin, en acide gallique et en alcool (2).

Puis vient la fabrication du papier. On n'y emploie que des bois blancs, sapins, peupliers, mais il faut que ce soient de gros arbres et de premier choix. Les

1. AUGUSTE PAWLousKI. *Journal des débats* 19, 24, 25, 26, 28, 29 avril 1, 4, 8 mai 1908.

2. Congrès de Bordeaux pour l'aménagement des montagnes 28 et 29 juillet 1906.

30.000 journaux quoditiens du monde entier, et les 200 livres qui paraissent en moyenne, représentent au bout de l'année 375.000 tonnes de pâte de bois, sans compter ce qu'il faut pour les prospectus, papier à écrire, papier d'emballage, confettis... Pour sa part, la France fournit environ 6 millions et demi de mètres cubes de bois.

Les forêts de Norvège, de Suède, d'Autriche, de Russie ne suffisent plus à la production du papier et des pavés des rues, au chauffage, à la construction et à tant d'autres usages (1).

M. Lewis Miller écrivait dans le *Timber Trades* d'Ottawa. « Aux symptômes d'épuisement croissants des forêts américaines, il est certain qu'en moins de vingt-cinq ans leur dévastation sera totale. »

En France des sociétés puissantes se sont formées souvent avec des capitaux étrangers pour acheter et raser nos plus belles forêts. La bande noire de Nancy, après avoir ravagé les départements de l'Est s'attaque maintenant au Cantal : Elle vient d'acheter la forêt du Bois-Noir aux gigantesques sapins barbus, puis celles des gravières, d'Algères et de Saint-Amandin, qui seront coupées à ras et expédiées en Allemagne. On estime que depuis dix ans, plus de 160.000 hectares de hautes futaies ont été dénudés pour l'exportation (2).

1. *Bulletin de la S.P.P.*, du 15 octobre 1908.

2. Thèse de M. MADELIN, p. 22.

Nos arbres ont d'autres ennemis tout aussi terribles : Sans compter les incendies, qui sévissent tous les ans dans les Landes et dans le Var, des maladies font dépérir partout nos chênes, nos peupliers et nos ormes.

Ajoutez à cela l'insouciance et l'hostilité du paysan : Pour lui, l'ennemi c'est l'arbre, qui l'empêche de cultiver deux mètres carrés de terrain ou qui projette un peu d'ombre sur les moissons. N'avons-nous pas vu en 1900 les conseils généraux de Seine-Inférieure et de Seine-et-Marne émettre le vœu : que tous les peupliers, qui bordent nos routes, soient abattus, parce qu'ils constituent un « obstacle intolérable aux labours. »

Aussi les délits se commettent-ils nombreux et le remède le meilleur, que les propriétaires aient trouvé contre cette destruction exécutée par d'autres, est d'y procéder eux-mêmes pour en avoir au moins le bénéfice.

Ce que le paysan fait en petit, le pâtre le fait en grand dans les Pyrénées et dans les Alpes. Aujourd'hui comme au xvi^e siècle, pour faire reverdir ses pâturages et les agrandir, il y met le feu. L'incendie gagne souvent des forêts sans qu'on s'occupe de l'éteindre ou d'inquiéter les coupables.

Ainsi peu à peu les forêts disparaissent en France, surtout dans les montagnes. La neige n'étant plus maintenue s'écroule en avalanches, et les masses

d'eau produites par les pluies ou la fonte des glaciers, n'ayant plus ce tamis naturel, qu'est le sol d'une forêt, s'écoulent en torrents, qui entraînent rochers, terres arables et habitations. Les rivières et les fleuves prennent un débit irrégulier et débordent en causant de véritables désastres. Si Luchon, Barèges et Cauterets ont failli être détruites par des torrents, le val de la Loire conserve le souvenir de la grande crue de 1856 qui lui causa 172 millions de dégâts; et les rives de la Garonne, celui des crues de 1856 et 1875, qui leur coûtèrent 180 millions environ et 600 à 700 vies humaines.

Les inondations se multiplient et il serait difficile d'évaluer les pertes, qu'à éprouvé l'Hérault ces dernières années. Il y a aussi un mal permanent fort inquiétant, c'est l'ensablement de nos rivières. Pour ne parler que de la Gironde, Bordeaux se voit menacé dans son commerce maritime : M. Bouquet de la Grye établit que les alluvions annuelles, qui étaient de 700.000 mètres cubes en 1825, s'élèvent depuis 1892 à 1.184.000 mètres cubes. Les seuls dragages de la Gironde coûtent à peu près les 3.300.000 francs, que l'on dépense par an pour le reboisement de la France entière.

Entre la guerre de cent ans et les guerres de religion, toutes les rivières du Languedoc étaient navigables; ce n'est plus qu'un souvenir.

N'oublions pas que Palmyre et Lambessa se sont

anéanties lorsque leur territoire eut été privé de forêts.

« Le sud de la province de Constantine était quatre
« ou cinq siècles avant Jésus-Christ un riche jardin.
« Les Romains portèrent la hache sur les arbres
« séculaires, et le désert remplace la sylve d'autre-
« fois. »

Dominé par la pensée, que le royaume périrait faute de bois, Colbert avait élaboré la fameuse ordonnance de 1669 soumettant les forêts particulières au même mode d'exploitation que les forêts royales, et donnant un droit d'inspection aux Grands Maîtres des Eaux et forêts et aux officiers de maîtrise.

La Révolution changea tout : La loi du 29 septembre 1791 déclara que les bois appartenant aux particuliers ne seraient plus soumis à aucun contrôle. Les acquéreurs de biens nationaux ne tardèrent pas à en abuser.

Les législateurs crurent faire beaucoup le 9 floréal an XI en soumettant les défrichements à une autorisation pour une durée de vingt-cinq ans. Le code forestier du 21 mai 1827 prolongea cette mesure vingt ans encore.

Une loi du 18 juin 1859 fixe les cas où l'administration s'opposera au défrichement ; mais nulle part on ne parle de l'exploitation abusive, de la coupe à blanc étoc, dont les effets équivalent presque au défrichement, alors qu'au Japon, par une loi du 26 juillet 1893 remaniée en avril 1907, n'importe quelle forêt

peut être convertie en forêt protégée par l'Etat, si cette mesure semble nécessaire soit pour empêcher les ravages des inondations, du vent ou des torrents, soit pour l'alimentation des sources, soit pour *conserver le pittoresque d'une contrée*.

En Norvège, la loi du 26 juillet 1893 autorise la confection de règlements locaux pour les forêts de défense (ce mot pris dans un sens très large).

En Suisse, dans les cantons de Berne et de Neuchâtel la coupe des bois appartenant à des particuliers est soumise à l'administration des forêts.

Aux États-Unis l'interdit forestier frappe de vastes régions montagneuses : 187.000 kilomètres carrés. Aux Indes enfin l'Indian Forest-Act a créé en 1878 30 millions d'hectares de réserves forestières.

Exploitation des carrières.

Un autre élément de beauté dans les paysages, ce sont les rochers, masses informes, roses, grises ou jaunes d'ocre. C'est autour d'eux surtout, témoins de la formation du monde, que se transmettent ces légendes gracieuses ou terribles, histoires de fées et de lutins, souvenirs du moyen-âge ou des temps héroïques : C'est le gouffre d'Huelgoat, où l'on entend encore après 1.300 ans la plainte des amants d'Ahès, la légendaire fille du roi d'Ys ; ce sont les dolmens,

où l'on croit voir des vertiges du culte des Druides ; c'est enfin le chaos du Skével formé dit-on par les ruines d'une cité colossale appelée Manathias.

On pourra replanter des forêts, mais on ne remplacera jamais ces amas granitiques et sublimes, qui ressemblent de loin à des troupeaux fantastiques de monstres accroupis. Ploumanach, ce joyau de la côte bretonne voit disparaître peu à peu sa beauté et sa poésie sous le ciseau des carriers. A la place du décor sauvage on trouve des chantiers, des ouvriers et des débris de granit rose ; les landes se hérissent de maisons à louer, le pays riche de la beauté de ses terres stériles se transforme en décor d'opérette ; les falaises elles-mêmes sont exploitées ; et l'on peut voir écrit sur certains blocs : « Rochers à vendre. » Ils sont payés comme les beaux arbres, au mètre cube : On dirait une liquidation !

Les communes sont particulièrement imprévoyantes : elles accordent à des carriers pour un mince revenu, le droit de bouleverser leur territoire. Ce qui n'en paierait pas une copie médiocre suffit pour acheter un paysage sublime.

Ce mal sévit aussi dans les Vosges : En allant de Remiremont à Gérardmer par la gracieuse vallée de la Cleurie, on ne voit partout que des carrières ; et lorsqu'elles sont ouvertes sur des sommets boisés, les dégâts sont irrémédiables. On commence par abattre les arbres pour dénuder le terrain et faire des

chemins. Puis après avoir travaillé un temps parfois assez court, les entrepreneurs, trouvant la qualité de la pierre moins bonne qu'à la surface, et l'exploitation trop onéreuse, rejettent sur les pentes de la montagne les détritiques granitiques et abandonnent l'exploitation pour la rouvrir sur un sommet voisin. Le célèbre rocher des Quatre-Fils-Aymon est lui-même menacé par les chantiers, qui s'avancent jusqu'à sa base. Enfin grâce à l'ineptie d'une petite municipalité, les Baux, cette merveille archéologique de la Provence, menacent de s'écrouler à bref délai sous les coups de mine, entraînant dans leur chute la grotte des fées et le cimetière gallo-romain.

LA HOUILLE BLANCHE

On pourrait presque faire remonter au Déluge l'emploi de l'eau comme force motrice ; des dessins égyptiens et chinois de la plus haute antiquité représentent des moulins. Mais, faute de pouvoir utiliser les hautes chutes, cette industrie est restée stationnaire jusqu'au siècle dernier, où l'emploi de conduites métalliques et de turbines résolut le problème et lui fit faire un pas de géant.

On eut alors l'intuition que la houille noire serait détrônée par la « houille blanche », qui a l'avantage d'être inépuisable, économique, et qui en France

peut fournir de trois à cinq millions de chevaux (1).

Aujourd'hui les usines mues par des chutes deau sont légion ; on y fabrique du chlorate de potasse, du carbure de calcium, de la soude, de l'aluminium, du papier, sans parler de l'énergie électrique et de la lumière, qui sont distribuées au loin (2).

Cette industrie, timide au début comme une simple expérience, a pris des proportions, qui pour n'être pas inattendues n'en sont pas moins désastreuses pour les paysages.

Ce sont les sites les plus beaux et les plus accidentés, torrents et cascades, lacs de montagne, qui sont les plus faciles à exploiter grâce à la pente du terrain. A leur défaut, on jette un énorme barrage de 50 ou 60 mètres de haut en travers d'une vallée, que l'on noie sous une masse d'eau stagnante source de brouillards et de fièvres pour toute la région (3). C'est ainsi que sur une distance de six kilomètres, les gorges escarpées et riantes du Taurion vont disparaître.

La Suisse a prévu le danger que courait sa beauté et a restreint la propriété privée sur les cours d'eau quels qu'ils soient (4) : Dans le canton d'Appenzell,

1. Congrès de la Houille blanche. Septembre 1902.

2. Thèse de M. GEORGES JALOUSTRE.

3. L. MANOUVRIER. *Bulletin de la S. P. P. F.*, juillet et octobre 1907.

4. Thèse de M. GEORGES REY.

les riverains n'ont aucun droit à l'utilisation de la force motrice, qui se trouve nationalisée ; dans celui de Fribourg, il faut une autorisation du Conseil d'État pour aménager une chute, et ce droit appartient aux riverains, sauf le cas où l'établissement des ouvrages « compromettrait un intérêt public ».

Aux États-Unis une convention passée avec le Canada au congrès de Washington, vient d'interdire toute nouvelle prise d'eau sur la cataracte du Niagara. On a trouvé que les visiteurs rapportent plus que les chevaux de la houille blanche.

Cinq sociétés industrielles employaient déjà le quart du débit du fleuve à la production de force motrice et l'on prévoyait le moment où il ne descendrait plus, le long des falaises, que quelques filets d'eau.

L'opinion publique s'est émue également en France, et nos cascades ont trouvé de précieux défenseurs parmi les membres de la Fédération régionaliste, respectueux des traditions en même temps que protecteurs jaloux de leurs sites et monuments. C'est ainsi que fut sauvée la Fontaine de Vaucluse, chantée par Pétrarque : Les ingénieurs mis en demeure de trouver une solution élégante, enterrèrent les tuyaux d'amenée et construisirent assez loin de la chute une toute petite usine. On a aussi fort heureusement renoncé à utiliser la Perte du Rhône à Bellegarde. Enfin, pour la source du Lizon, le tribunal civil de Besançon, dans

un jugement du 27 novembre 1902 (1) confirmé par la cour d'appel, défendit à un industriel de détruire la cascade, ce qui aurait causé un sérieux préjudice à la commune de Nans-sous-Sainte-Anne.

Il est notable que beaucoup de sites pourraient être sauvegardés, si les ingénieurs y mettaient un peu de bonne volonté, par exemple, en plaçant les usines dans les endroits les moins pittoresques et en dissimulant les tuyaux, qui descendent des montagnes comme de gros serpents noirs. Le Congrès de la Houille blanche, qui eut lieu en septembre 1902, émit un vœu formel en ce sens.

La loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, dit aussi dans son article 19 (2), que pour les

1. « Attendu, qu'en effet le droit de la commune sur les
« parois latérales et supérieures étant établi, Prost serait en-
« core privé du droit d'appuyer sur ces parois n'importe
« quels ouvrages nouveaux, qui élèveraient le niveau des
« eaux dans la grotte, interdisant l'accès du fond par le che-
« min pratiqué dans la paroi, capteraient toutes les eaux
« lorsqu'elles sont peu abondantes et laisseraient alors des-
« séché le lit actuel de la source, ce qui nuirait à la beauté
« du site, que la commune a intérêt à conserver. »

2. Art. 19 « Des arrêtés, pris par le ministre des Travaux
« publics et le ministre du Commerce, de l'Industrie, des
« Postes et des Télégraphes, après avis du comité d'électri-
« cité, déterminent les contributions techniques auxquelles
« devront satisfaire les distributions d'énergie au point de
« vue de la sécurité des personnes, et des services publics

concessions ou permissions de voirie, il devra être tenu compte de la protection des paysages; mais dans son article 12, lorsqu'il s'agit de concessions déclarées d'utilité publique, elle donne le droit au concessionnaire d'établir à demeure des supports pour fils conducteurs, soit sur les murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrains; de faire passer ces fils au-dessus des propriétés privées, et de couper les branches d'arbres, qui pourraient venir en contact. Cet article est gros de menaces, que ne peut dissiper l'article 19; on voit l'effet déplorable produit par ces pylones métalliques et ces réseaux de fils, qui s'entre-croisent dans les rues au-dessus de nos têtes, et nous poursuivent le long des routes dans la campagne.

L'AFFICHE-RÉCLAME

Après la destruction il nous reste à envisager l'enlaidissement pour ainsi dire systématique de la nature. Mais, vu notre cadre restreint, nous laisserons de côté les soi-disant travaux d'art et l'architecture moderne pour nous occuper uniquement des affiches-réclames.

« intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des
« paysages. Ces conditions seront soumises à une révision
« annuelle. »

Il y en a partout, en bois, en papier ou en métal, de toutes les couleurs et de toutes les tailles : A la ville, en wagon, à la campagne nos yeux rencontrent toujours le nom d'un chocolat ou d'une maison de confection.

Les affiches s'étalent surtout aux alentours des monuments historiques et dans les sites pittoresques ; ces emplacements sont très recherchés des agences de publicité, qui n'hésitent pas à boucher la vue sur les plus beaux panoramas et à en gâter tout le charme.

Une réglementation est nécessaire et ne serait d'ailleurs pas chose nouvelle en droit français (1). Aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles on se servait déjà d'affiches pour les besoins du commerce, surtout du commerce maritime. Un arrêté du Conseil d'État du 4 mai 1669 fit défense d'afficher aucune feuille sans l'autorisation du lieutenant de police.

Le 22 mai 1791 l'Assemblée Constituante proclama la liberté de l'affichage, liberté qui fut restreinte par la loi du 13 avril 1814 et rendue le 29 juillet 1881.

Divers États s'occupent actuellement de limiter le droit d'affichage et ceci pour des raisons purement esthétiques. En Prusse et dans le Grand duché de Hesse les municipalités ont le droit de faire enlever

1. *Pandectes françaises* RIVIÈRE, Répertoire de Dalloz.

les *affiches enlaidissantes* (1). Il en est de même en Suisse (2), où de plus un impôt élevé frappe toutes les affiches.

Dans les deux systèmes l'autorisation serait donnée par les municipalités où les préfets, qui pourraient la retirer si le caractère enlaidissant de la réclame apparaissait après son établissement. Quant à l'impôt il doit être assez élevé pour absorber une grande partie des bénéfices que les commerçants retirent de ce genre de réclame, et ne pas favoriser aux dépens des autres ceux qui pourraient le payer.

Mais alors cette source nouvelle de revenus pour l'État, ne nuira-t-elle pas à l'exercice d'un contrôle judiciaire sur les affiches prohibées; et le système d'interdiction simple n'est-il pas préférable?

Nous ne le pensons pas, car un impôt, qui dans le projet de loi du Dr Wieland est calculé au mètre carré, aurait toujours pour effet de diminuer la gran-

1. Loi du 2 juin 1902 en Prusse, donnant le droit aux officiers municipaux de prohiber hors de l'enceinte des villes, les annonces et inscriptions susceptibles de déparer le paysage, même lorsqu'il s'agit de terrains particuliers, comme ils avaient déjà le droit de le faire pour les espaces urbains.

2. Texte de la loi 12 novembre 1903 canton de Vaud. *Bulletin de la S. P. P. F.* Décembre 1903.

Projet de loi Suisse du Dr Wieland *Bulletin de la S. P. P. F.* juillet 1907. Projet de loi anglais. *Bulletin de la S. P. P. F.* octobre 1907.

deur et le nombre des affiches partout où elles ne seraient pas strictement prohibées.

Contre l'impôt, on a argué que l'affichage était une condition vitale pour le commerce et l'industrie modernes. La vérité, c'est que la concurrence force beaucoup de gens à faire des frais considérables par ce genre de réclame alors que la publicité, véritable Protée, leur offre tant d'autres moyens de se faire connaître, que ce soit par prospectus, catalogues ou annonces dans les journaux.

Le projet de loi suisse admet quelques dispenses d'impôt, d'abord pour les affiches ayant trait au terrain sur lequel elles s'élèvent, puis pour les affiches de fêtes, concerts, théâtres, et réclames commerciales temporaires, qui seraient appliquées dans les lieux spécialement désignés par la municipalité.

Devançant les lois, plusieurs municipalités en Écosse et en Angleterre, celles d'Edimbourg, de Glasgow et de Douvres, se sont données un droit de contrôle très étendu sur les affiches.

Mais des arrêtés municipaux ne peuvent suppléer à une loi car ils créent des situations trop différentes de commune à commune. En France du reste il ne serait pas possible aux municipalités d'interdire l'affichage sur les édifices privés ; une mesure de ce genre serait en dehors des attributions des conseils municipaux, telles qu'elles sont définies par la loi du 5 avril 1884 ; elle excèderait aussi les pou-

voirs de police du maire, que l'article 98 de la loi municipale, en ce qui concerne les voies de communication, limite aux intérêts de la circulation.

LOIS

Pour terminer, nous citerons quelques lois, qui plus ou moins directement sont cause de détérioration pour les paysages : La loi sur les occupations temporaires du 29 décembre 1892 permet aux entrepreneurs de travaux publics d'occuper pendant cinq ans, pour en extraire de la pierre, ou y déposer leurs matériaux, des terrains appartenant à des particuliers, à des communes ou à l'État (1).

La seule formalité est une autorisation préfectorale suivie, dix jours au moins avant l'occupation, d'une notification au propriétaire intéressé. Ce dernier ne peut exiger l'expropriation totale qu'après cinq ans d'occupation (2). Et pendant ce laps de temps il voit ravager des sites jusque là jalousement respectés : les arbres sont abattus, les rochers détaillés, la terre végétale recouverte de déchets. L'entrepreneur lui paie à titre d'indemnité le prix de la pierre extraite.

1. C'est ainsi que le « Long-Rocher » à Fontainebleau, quoique compris dans une « série artistique », faillit être transformé en pavés.

2. En fait pour éviter une expropriation onéreuse, les entrepreneurs interrompent toujours l'occupation avant que les cinq années soient révolues.

Il faudrait d'abord laisser au propriétaire le soin de désigner parmi les terrains lui appartenant ceux dont l'occupation serait le moins dommageable ?

Nous avons déjà parlé de la loi sur les distributions d'énergie du 15 juin 1906, qui, pour une concession déclarée d'utilité publique, permet dans son article 12 de placer des poteaux et des fils métalliques sur les propriétés particulières et de couper toutes les branches qui pourraient occasionner un court circuit.

Enfin en 1904 une compagnie de chemins de fer, voyant un danger dans les arbres plantés à deux mètres de la voie comme l'autorise l'article 671 du Code civil ne voulut-elle pas faire appliquer une loi du 9 ventôse an XIII et obliger les riverains à couper les arbres plantés à moins de six mètres de la voie : servitude qui frapperait en France 3.600 hectares si elle était généralisée. Cette prétention était peu fondée, car la loi du 9 ventôse an XIII n'avait pour but que de conserver la largeur des routes, dont l'alignement n'était pas encore donné ; de plus, pour assurer la sécurité des communications, ce n'est pas seulement à six mètres que les riverains devraient planter, mais à trente ou quarante.

Cette menace de servitude a vivement ému les propriétaires. Il n'en est pas de même quand on leur offre des indemnités. Dans ce siècle de progrès l'argent prime tout, et trop souvent l'on ne considère plus dans la beauté que sa valeur vénale.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Il ne s'agit, en mettant à part les forêts dont la destruction compromet gravement les intérêts économiques de la France, que de protéger les très beaux sites forcément peu nombreux. On y arrivera la plupart du temps en sauvegardant les intérêts de l'industrie et du commerce; mais il est un obstacle que l'on ne peut tourner : c'est le droit de propriété individuelle, droit éminemment respectable.

« La propriété individuelle est un fait historique extrêmement ancien, et son organisation actuelle est le résultat d'une lente évolution (1). » Mais quand bien même elle serait une institution du droit civil, comme le voulaient Bossuet et Montesquieu, elle ne doit pas

1. PLANIOL. t. 1, 1900, p. 380.

dépendre de la volonté toute puissante du législateur, car elle est une force sociale, une des bases même de la société, à l'égal du mariage et de la famille.

C'est le droit, en vertu duquel, une chose se trouve soumise d'une façon absolue et exclusive à la volonté et à l'action d'une personne : Le propriétaire emploie sa chose à tous les usages auxquels elle se peut prêter, en retire tous les fruits ou fermages qu'elle peut produire, enfin l'aliène ou la consomme s'il lui plaît. Il lui est loisible de se clore de murs, et d'empêcher qui que ce soit de traverser ses terres ; il a même le droit d'abuser de ses biens, de les gaspiller et de les détruire sans raison ni profit, pourvu, dit l'article 544 du Code civil, *qu'il n'en fasse pas un usage contraire aux lois et aux règlements*.

Il est vrai que la porte est ouverte à d'innombrables servitudes, mais, pour rendre possible la vie en société, il était indispensable que le législateur limitât l'exercice du droit de propriété lorsque l'intérêt général l'exige.

Nous ne nous occuperons pas des servitudes légales du droit civil, qui sont établies sur un fonds pour l'utilité immédiate d'un autre héritage appelé fonds dominant. On ne voit pas en effet, ce qui pourrait revêtir le caractère de fonds dominant par rapport à un paysage.

Nous ne parlerons donc, que des servitudes d'uti-

lité publique, qui relèvent du droit administratif.

D'après MM. Aubry et Rau, elles sont fondées soit sur des motifs de sûreté et de salubrité publique, soit sur des raisons, qui se rattachent *au développement ou à la conservation de la richesse nationale*, soit sur les besoins de la marine ou de l'armée, soit sur les exigences du Trésor (1).

La protection des paysages et des sites rentre assez bien dans la deuxième catégorie, puisqu'il s'agit d'assimiler au défrichement déjà réglementé la coupe des forêts à blanc étoc, et de développer la prospérité, que certaines régions tirent de leur beauté grâce au tourisme et au goût croissant des villégiatures.

En règle générale, l'établissement d'une servitude administrative n'entraîne pas d'indemnité (2) : Il n'a pas été question d'indemnité quand on a prohibé les défrichements de bois ; il en sera de même si l'on réglemente l'affiche-réclame et l'exploitation abusive des forêts, ce sera le droit commun. Mais pour les sites proprement dits, ils seront soumis à une expropriation partielle et à un véritable droit d'exception. La servitude en effet limitera les modes de jouissance et donnera souvent le droit de passage aux visiteurs.

A quoi se réduiront les droits du propriétaire d'une

1. AUBRY ET RAU. p. 292, t. 2, 1897.

2. BERTHELEMY, 1908, p. 593 et suiv.

cascade, qu'il ne pourra utiliser, ou de rochers, qu'il ne pourra exploiter? A ceux d'un spectateur; droits qu'il partagera avec tout le monde: Cela vaut bien une indemnité, car les entrées payantes, dont on a parlé, sont une utopie sauf pour quelques sites célèbres déjà exploités par des sociétés commerciales.

Plusieurs auteurs ont émis des théories juridiques, où ils essaient de prouver qu'un propriétaire outre-passe ses droits en défigurant son immeuble.

« Il y a deux choses dans un édifice, écrivait Victor Hugo, (et l'on peut généraliser sa pensée): son usage et sa beauté. Son usage appartient au propriétaire, sa beauté à tout le monde; c'est donc dépasser son droit que de la détruire. (1) »

Quoique séduisante, cette théorie ne peut se soutenir: on ne peut pas en principe outrepasser son droit de propriété, puisqu'il est absolu.

Nous ne pouvons davantage admettre la théorie émise en Suisse devant le grand conseil de Vaud en 1901 par M. Bonnard et qui fait intervenir la destination de la chose (2).

On ne voit pas comment un champ pourrait être destiné par la nature à porter des moissons plutôt que des affiches, bien que celles-ci choquent la vue.

« Le rapporteur, sans contester le droit du proprié-

1. Thèse de M. CROS-MAYREVIEILLE, p. 11.

« taire, déclare que les lois se modifient à mesure
« que surgissent des faits nouveaux. L'État garde sur
« son territoire le domaine éminent ; il en use. (1) »

Cette théorie qui tend comme la précédente à enlever à la propriété son caractère de droit absolu, nous ramène ni plus ni moins aux tenures féodales. (2) Or la thèse, qui accorde à l'État le domaine éminent, est contraire aux principes du droit public.

L'État exerce un droit de souveraineté, de police générale, qui lui permet d'édicter des lois et d'en exiger l'obéissance dans l'intérêt général ; mais il n'y a là aucune analogie avec un droit de propriété. Aussi pour désigner les pouvoirs de l'État sur les biens compris dans son territoire doit-on rejeter l'expression dangereuse et inutile de domaine éminent.

Nous espérons avoir suffisamment démontré que la protection de nos sites était d'utilité publique, pour n'avoir pas besoin de reconnaître à l'État un droit de copropriété.

Les paysages, formés par la lente succession des siècles, pages d'histoire et pages de science, doivent nous être sacrés, non seulement parce qu'ils sont rares, mais parce qu'ils élèvent nos sentiments, les purifient, et que détruire la beauté du sol français,

1. Thèse de M. GROS-MAYREVILLE, p. 15.

2. BAUDRY LACANTINERIE, 1896, p. 150.

atteint l'intégrité de notre territoire autant sinon plus que l'invasion de nos frontières.

Les servitudes artistiques ne sont pas une innovation, mais s'appliquaient uniquement dans l'antiquité aux sites urbains. Nous en trouvons des traces dans le Code de Justinien (1) et dans les chartes de la ville de Paris. Les servitudes d'alignement remontent au règne de François I^{er}, comme l'atteste cet édit du roi Henri II: (2)

« Comme pour la *décoration* et aisance de notre
« bonne ville et cité de Paris, salubrité des habitants
« d'icelle, et tenir les rues nettes, claires et aisées,
« au mieux qu'il serait possible, le feu roi, nostre très-
« honoré seigneur et père eut voulu et ordonné que
« les saillies d'anciennes maisons sur rue, fussent
« dedans certain temps, abattues et ostées, et qu'en
« réparant ou bâtissant de neuf icelles maisons, il
« ne fût rien entrepris sur les dites rues et passages,
« ce que depuis notre avènement à la couronne, nous
« ayons aussi voulu, commandé et ordonné. »

Six ans plus tard, en janvier 1560, l'ordonnance royale, dite d'Orléans, régla les servitudes d'aspect en les appliquant aux principales villes du royaume.

1. « Diruenda sunt omnia quae, in publico quocumque loco,
« contra ornatum, commodum ac decoratum civitatis extructa
« noscuntur. »

(Loi 6, *Code Justinien*, liv. VIII tit. XII).

2. DES CILLEULS — *La voirie urbaine* 1877 p. 179

« Art. 96. — Les maisons ne pourront être refaites ni rebâties, d'autres matières que de pierre de taille, brique ou maçonnerie de moellons ou pierre.

« Art 97. — Enjoignons très expressément à tous juges et aux maires, échevins et conseillers des villes, de tenir à cette *décoration* et bien public de nos villes : à peine de s'en prendre à eux en cas de dissimulation ou négligence. »

Ainsi dans l'Ancienne France comme à Rome la beauté des villes était reconnue d'utilité publique et marchait de pair avec la salubrité et la sécurité publique.

C'est parce qu'elles ne semblaient pas assez décoratives, que les façades à pans de bois furent prohibées. Elles furent autorisées de nouveau en 1783 ; les propriétaires cependant, ne pouvant (1) « bâtir, qu'à la charge de faire une façade *décente* et approuvée par l'ingénieur de la ville. »

Les servitudes d'aspect ont été abolies par la Révolution et nous avons bien souvent lieu de les regretter.

Depuis par décret on a soumis quelques perspectives de Paris, notamment celle de l'Étoile le 13 août 1854, puis celles de la rue de Rivoli, de la place Vendôme, de la place de l'Opéra, à des servitudes en somme assez sévères, puisqu'elles pres-

1. Arrêt du Conseil d'État, 28 juillet 1786.

crivent le modèle et la hauteur des maisons. Mais nous voyons tous les jours avec quelle facilité nos architectes tournent ces servitudes et coupent la perspective tantôt en surélevant les combles comme pour la rue de Rivoli (fait non prévu dans la servitude), tantôt en construisant d'énormes bâtisses un peu en retrait, comme à l'Étoile où l'hôtel Astoria écrase par sa masse l'arc de Triomphe et les charmants hôtels, qui l'entourent.

Bien plus, l'article 43 du décret du 13 août 1902 permet de déroger directement à ces servitudes, en obtenant du préfet de la Seine un arrêté spécial pris après avis du conseil général des bâtiments civils et approbation du ministre de l'Intérieur.

Nous ne parlons pas de la loi du 30 mars 1887 qui protège les monuments historiques, et dont M. Cros-Mayrevieille a donné une étude si approfondie : Elle n'envisage en effet les monuments, que comme des objets rares à mettre en vitrine si c'était possible, et ne s'occupe pas de ce qui les entoure. Nous ne considérons au contraire, que leur silhouette et leur couleur locale, en un mot la note qu'ils ajoutent au paysage.

Nous citerons plutôt comme précurseur de la loi de 1906 la création de séries artistiques dans les parties les plus belles de nos forêts domaniales.

CHAPITRE SECOND

Ce fut le 28 mars 1901 (1) que le premier projet de loi, pour la protection des paysages, fut présenté à la Chambre par M. Beauquier, député du Doubs. Les indemnités en cas d'expropriation ou d'établissement de servitude devaient être payées moitié par l'État et moitié par le département ou la commune.

M. Dubuisson, député du Finistère présenta le 17 mai 1901 (2) un second projet différant du premier en ce que le département ou la commune seul serait obligé de payer l'indemnité.

Enfin le 5 février 1903 (3) M. Beauquier et un certain nombre de ses collègues déposent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi, qui fut renvoyée à la Commission compétente. La Chambre la vota, après déclaration d'urgence et discussion des articles sans observations, le 2 février 1905 (4). Mais

1. *Officiel*, Ch. des Députés, 7^e législat., n° 2315.

2. *Officiel*, Ch. des Députés, 7^e législat., n° 2348.

3. *Officiel*, Ch. des Députés, 8^e législat., n° 733.

4. *Officiel*, Ch. des Députés, 3 févr. 1905, p. 123 et 126.

M. Chaumié, alors ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, avait fait supprimer l'alinéa 2 de l'article 3, lequel alinéa permettait d'établir une servitude indemnisée en cas de refus de classement de la part du propriétaire.

La loi perdait ainsi une de ses meilleures armes, comme nous le verrons plus loin. Elle fut néanmoins votée au Sénat le 27 mars 1906 (1) comme loi de principe, et fut promulguée le 21 avril suivant (2).

1. *Officiel*, Sénat, 28 mars 1906, p. 281-286.

2. *Officiel*, 24 avril 1906, p. 2762.

Loi organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique.

Article premier. — Il sera constitué dans chaque département une commission des sites et monuments naturels de caractère artistique. Cette commission sera composée :

Du préfet, président.

De l'ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées et de l'agent voyer en chef.

Du chef de service des eaux et forêts.

De deux conseillers généraux élus par leurs collègues.

Et de cinq membres choisis par le conseil général parmi les notabilités des arts, des sciences et de la littérature.

Art. 2. — Cette Commission dressera une liste des propriétés foncières dont la conservation peut avoir au point de vue pittoresque un intérêt général.

Art. 3. — Les propriétaires des immeubles désignés par la Commission seront invités à prendre l'engagement de ne détruire ni modifier l'état des lieux ou leur aspect, sauf autorisation spéciale de la Commission et approbation du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Si cet engagement est donné, la propriété sera classé par

Qu'est-ce que la loi peut protéger en fait de sites? Elle ne donne pas de définition, et on a prétendu que c'étaient uniquement les aspects naturels, auxquels la main de l'homme n'a rien ajouté: ce qui écarterait ruines, monuments pittoresques, jardins etc. On se basait pour cela sur cette expression de la loi: « sites et monuments *naturels*. » Mais ce mot, *naturels*, s'applique aux monuments et non aux sites. L'article 2 parle en effet des *propriétés foncières*, dont la conservation peut avoir au point de vue artistique ou pittoresque, un intérêt général. » Propriétés foncières, est un terme très général englobant même les sites

arrêté du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Si l'engagement est refusé, la Commission notifiera le refus au département et aux communes sur le territoire desquels la propriété est située.

Le déclassement pourra avoir lieu dans les mêmes formes et sous les mêmes conditions que le classement.

Art. 4. — Le préfet au nom du département, ou le maire, au nom de la commune, pourra, en se conformant aux prescriptions de loi du 3 mai 1841, poursuivre l'expropriation des propriétés désignées par la Commission comme susceptibles de classement.

Art. 5. — Après l'établissement de la servitude toute modification des lieux, sans l'autorisation prévue à l'article 3 sera punie d'une amende de 100 à 3.000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable.

La poursuite sera exercée sur la plainte de la Commission.

Art. 6. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

urbains, qui sont pourtant uniquement l'œuvre de l'homme.

La loi aurait pu donner une définition des paysages: Si elle ne l'a pas fait, c'est pour laisser plus de latitude aux Commissions départementales et son silence lui-même vaut la plus large définition.

Nous devons suivre en cela l'exemple des pays étrangers, de la Suisse par exemple, qui tend à protéger non seulement les sites mais, tout ce qui même passagèrement augmente leur pittoresque et leur beauté.

La Ligue du « Heimatschutz » (1) fondée en Allemagne par Rudorff a un but encore plus étendu, puisque, d'après son nom même, c'est la protection de tout ce qui est national: monuments, sites champêtres et urbains au point de vue des constructions, paysages naturels y compris les ruines, animaux et plantes rares, ainsi que des particularités géologiques, enfin l'art populaire, les usages, fêtes et costumes.

Nous sommes bien loin de la loi du 21 avril 1906, mais toute modeste qu'elle paraisse elle peut encore rendre de grands services.

Ses rouages principaux sont les Commissions départementales, dont la composition a été fixée soigneusement dans l'article premier.

1. Congrès de Liège 18 à 24 sept. 1905.

Rapport de M. RAOUL DE CLERMONT p. 10.

Elles ont pour mission de dresser une liste des propriétés foncières intéressantes au point de vue artistique ou pittoresque, et d'inviter les propriétaires à prendre l'engagement de ne détruire, ni de modifier l'état des lieux sans autorisation spéciale.

Lorsque le classement est un fait accompli, le rôle des Commissions est plus important : elles veillent à l'application de la loi dont elles sont en quelque sorte les juges : D'elles seules émanent, avec l'approbation sans doute du ministre des Beaux-Arts, toutes les autorisations pour modifier d'une façon quelconque les sites classés, et c'est sur leur plainte seulement que les infractions au classement sont poursuivies.

Ici nous ne pouvons que regretter, avec M. Cros. Mayrevieille, que l'action n'ait pas été accordée également à certaines sociétés s'occupant de questions d'art et reconnues d'utilité publique.

Si le propriétaire s'oppose au classement, la commission notifie le refus au département et aux communes sur le territoire desquels l'immeuble est situé.

L'expropriation peut alors être poursuivie par le maire ou le préfet.

Il est à remarquer que rien ne les y oblige ; c'est une pure faculté pour eux. L'opinion publique les guidera, et si le budget dont ils disposent est insuffisant, ils auront la ressource d'un emprunt : Sauver le pittoresque d'une contrée est plus utile à sa pros-

périté, que de doter, comme il arrive trop souvent, les villes et les villages de monuments publics luxueux et ruineux, hors de proportion avec les services qui y seront logés ; ou bien d'inonder les places et les jardins publics de bustes et de statues d'une valeur artistique fort discutable.

M. Faure, rapporteur du projet, disait au Sénat que la loi de 1906 était « éminemment décentralisatrice », car elle ne met en aucune façon l'État en cause pour exproprier. C'est vrai pour les pouvoirs accordés aux maires, mais pour ceux accordés aux préfets et aux commissions départementales, qui ont le préfet pour président, la loi est seulement une œuvre de déconcentration (1). Il y a néanmoins une intention certaine de rendre à chaque parcelle de notre territoire sa vie propre.

LE CLASSEMENT

Avant la loi du 21 avril 1906 il y avait déjà en quelque sorte des sites classés : c'étaient les sites célèbres vendus partout en cartes postales, et indiqués dans tous les guides pour voyages et excursions. Mais ce classement, simple nomenclature à l'usage des touristes, n'avait aucun effet juridique, pas plus que les

1. BERTHELEMY. *Droit administratif*, 1908, p. 94.

réserves faites dans les forêts de l'État sous le nom de séries artistiques et soumises jusqu'à nouvel ordre à un régime particulier.

L'opinion publique élevait de temps à autre la voix pour flétrir les actes de vandalisme, mais sans résultat le plus souvent.

Pour les sites classés par la loi de 1906, la situation est tout autre, les propriétaires sont liés par leur promesse de ne détruire ou modifier l'état des lieux et peuvent être poursuivis s'ils manquent à leur engagement sans autorisation spéciale.

Le législateur pouvait obtenir le classement de trois façons : 1° en obtenant le consentement du propriétaire, 2° en poursuivant l'expropriation, 3° en imposant une servitude avec indemnité.

Nous avons vu au début de ce chapitre que M. Chauvié, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, avait fait supprimer du projet de loi la servitude obligatoire malgré les instances de la Société pour la protection des paysages.

La servitude obligatoire n'est pas plus préjudiciable que l'expropriation puisqu'elle accorde à titre d'indemnité une somme égale à la moins-value subie par l'immeuble.

Le seul danger, c'est la façon dont serait calculée l'indemnité, quoique les jury soient généralement fort larges : A un propriétaire de rochers, par exem-

ple, donnera-t-on le prix auquel il pourrait les vendre? Evidemment non, car il conserverait la valeur et l'objet. Pour ceux qui n'auraient pas l'intention ou l'occasion de détériorer leurs sites, ce serait tout bénéfice, tandis que pour d'autres l'indemnité allouée serait insuffisante.

Il ne faut pourtant pas s'en effrayer, car si le propriétaire éprouvait un préjudice sérieux, ou découvrirait sur son immeuble une mine, une source minière, la loi lui permet de le faire déclasser (1).

La servitude a des avantages indiscutables. Elle respecte les sentiments familiaux qui peuvent s'attacher à une propriété, et surtout, plus économique que l'expropriation, elle permettrait de sauver un grand nombre de sites.

A). — CLASSEMENT VOLONTAIRE

Le classement est une servitude, car il impose des limites au droit de propriété, lequel en principe est absolu et exclusif; et c'est une servitude administrative car il n'y a pas de fonds dominant.

Cette servitude offre d'autres particularités: elle est individuelle et acceptée volontairement.

On ne peut pas classer en bloc tous les sites ou

1. Il en serait de même si le site avait perdu son intérêt. artistique art. 3. § 4 de la loi du 21 avril 1906.

monuments naturels semblables, par exemple tous les Sullys ou tous les camps romains, puisque d'après la loi il faut le consentement du propriétaire pour chaque cas particulier. Il y aura donc autant d'arrêts de classement que de sites. C'est d'ailleurs le système à peu près universellement employé.

Enfin, du fait d'être accepté volontairement, le classement devient une sorte de « contrat administratif » (1) dont les parties, le propriétaire d'un côté et la commission départementale de l'autre, discuteront les clauses.

Le décret du 3 janvier 1889 sur la protection des monuments historiques déclare, article 5, que « l'arrêté de classement en détermine les conditions et mentionne l'acceptation de ces conditions par le propriétaire. » C'est en ce sens, croyons-nous, qu'il faut interpréter la loi du 21 avril 1906, bien qu'elle n'ait pas prévu le cas.

Il est bien évident que jamais un propriétaire ne consentira à une servitude aussi vague que celle de la loi, « ne détruire, ni modifier l'état des lieux ou leur aspect », pour s'exposer à une amende considérable.

Dans la plupart des cas, les modes de jouissance permis ou prohibés auront besoin d'être spécifiés. Le propriétaire pourrait même se réserver le droit de

1. Thèse CROS-MAYREVIEILLE, p. 97.

modifier temporairement l'aspect du site, par exemple en élaguant des arbres ou en curant un étang. L'État demandant un sacrifice gratuit n'a pas le droit d'être trop exigeant.

Nous avons dit que la loi n'avait pas songé à un contrat, dont on discuterait les clauses. Mais, pour ne pas rendre la servitude exorbitante et dangereuse, elle permet aux commissions départementales de donner des « autorisations spéciales » avec l'approbation du ministre des Beaux-Arts.

Doit-on seulement entendre par là que, le classement étant effectué, une « autorisation » sera nécessaire pour chaque cas séparément ? Cela causera bien des doutes et bien des retards !

Ne vaut-il pas mieux dire aussi que le propriétaire pourra accomplir tels actes modifiant l'état des lieux, s'il y a été *autorisé spécialement* dans le classement par les commissions départementales et le ministre des Beaux-Arts.

Il semble que rien ne s'y oppose et, la situation étant très nette, les propriétaires accepteront plus facilement une servitude, dont ils connaîtront par avance toute l'étendue.

La loi de 1906 s'occupe à peine de la procédure de classement. La commission dresse tout d'abord une liste des sites (travail pour lequel elle acceptera certainement, comme l'indique M. Cros-Mayrevieille, le con-

cours de toutes les bonnes volontés). Elle invite ensuite les propriétaires des immeubles à accepter la servitude, puis adresse au ministre une demande de classement, avec documents à l'appui : plans, photographies, etc.

Mais combien de temps le ministre pourra-t-il faire attendre son arrêté de classement, et laisser le propriétaire dans l'incertitude ?

Pour les monuments historiques, il y a un délai, qui est de six mois à dater du jour où les parties sont tombées d'accord. « A défaut d'arrêté dans ce délai, le projet de classement est considéré comme abandonné ».

Pour les paysages il n'a rien été dit de tel, aussi l'arrêté pourra être pris valablement plusieurs années après la demande (1). Les propriétaires feront donc sagement d'insérer dans cette dernière une clause de caducité, comme il est de style en matière d'expropriation.

B). — CLASSEMENT APRÈS EXPROPRIATION

Bien qu'elle soit « le plus important des sacrifices imposés » (1) à la propriété dans l'intérêt public, l'expropriation, plus heureuse en cela que la servitude proposée, fut insérée sans opposition dans la

1. Thèse CROS-MAYREVIEILLE, p. 115.

loi, tant il est passé dans nos mœurs, en France, qu'être exproprié est une affaire avantageuse.

Écartant l'État, pour faire œuvre de déconcentration, à moins que ce ne soit par mesure d'économie, la loi du 21 avril 1906 réserve aux maires et aux préfets le droit de poursuivre l'expropriation.

Mais ceux-ci ne pourront agir que contre les immeubles désignés par la commission départementale, et après la notification du refus de classement, qui doit leur être faite (1).

La loi leur donnant des droits égaux, ce sera à la requête du plus diligent que l'expropriation sera prononcée. On aurait même pu permettre à la commune et au département de concéder leurs droits à des sociétés déclarées d'utilité publique (2), comme le Touring-Club ou la Société pour la protection des

1. L'expropriation peut être poursuivie aussi bien contre des immeubles du domaine privé de l'État, du département et des communes que contre les immeubles des particuliers.

Articles 13 et 26 de la loi du 3 mai 1841.

2. Le Touring-Club vient de recevoir de M. Janssen, ancien banquier à Paris, un legs de 250.000 francs qui devra être employé au « développement de l'œuvre de restauration forestière, par le moyen d'achats de forêts, de terrains à boisser, d'opérations de reboisement et autres de même nature. »

Il est à noter que ce legs n'est pas fait comme les autres de ce genre, avec obligation de n'employer que la rente, ce qui aurait diminué considérablement l'efficacité de la donation.

Revue mensuelle du Touring-Club, mai 1909.

paysages, en les assimilant à des entrepreneurs de travaux publics.

Pour la procédure, l'article 4 renvoie aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, que nous analyserons brièvement.

Il faut tout d'abord obtenir un décret simple déclarant que le classement du site en question est d'utilité publique. On procède pour cela à une enquête « de commodo et incommodo », qui dure d'un à quatre mois si l'expropriant est un département, et quinze jours seulement quand c'est une commune, bien que cette distinction ne soit plus justifiée comme elle l'était pour les travaux publics.

Une fois l'utilité publique prononcée, on fait une nouvelle enquête sur la nécessité d'exproprier tel ou tel immeuble. Cette enquête dure environ vingt jours et, quand elle est favorable, le préfet prend un arrêté de cessibilité.

La procédure est terminée si le propriétaire consent à céder son immeuble à l'amiable ; faute de quoi un jugement d'expropriation est nécessaire et les indemnités à allouer sont fixées par le jury.

Pour accomplir jusqu'au bout son mandat, le préfet ou le maire doit faire classer l'immeuble : l'expropriation n'a pour but que de faciliter cette formalité,

sans laquelle les anciens propriétaires pourraient exiger la rétrocession des terrains (1).

Une fois classé, l'immeuble, à part sa servitude, ne se distingue en rien des autres immeubles (2) départementaux ou communaux ; il peut être, mais toujours grevé de sa servitude, aliéné comme eux et dans les formes ordinaires.

Remarquons en passant que « les aliénations des « biens des communes ne sont autorisées qu'en cas « d'absolue nécessité. Elles se font après enquête et « expertise. L'autorisation préfectorale est toujours « nécessaire et s'il s'agit de bois, il faut même une « autorisation par décret (3). »

Les conseils municipaux ne reculeront-ils pas devant des acquisitions dont ils ne pourront se défaire ?

Le législateur de 1906 n'a sûrement pas voulu imposer aux contribuables la charge écrasante, que seraient les indemnités à payer pour toutes les expropriations nécessaires. Espérons donc que l'administration autorisera les aliénations dans la plus large mesure, afin de rendre possible l'application de la loi.

C). — EFFETS DU CLASSEMENT

Qu'il soit obtenu directement, ou après expropriation, le classement a le même résultat : Il res-

1. Loi du 3 mai 1841, art. 60.

2. Domaine privé.

3. BERTHELEMY. *Droit administratif*, 5^e édit., p. 527.

treint la jouissance du droit de propriété. Nous avons déjà dit, d'autre part, que sous peine de déprécier totalement les immeubles qui en seraient grevés, la servitude devait être expliquée et détaillée dans chaque arrêté de classement; sans quoi il faudrait à chaque instant, sous peine de s'exposer aux rigueurs de l'article 4, demander des autorisations à la commission départementale, laquelle doit à son tour en référer au ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

Il va sans dire que le classement oblige, non seulement le propriétaire, mais tous ceux qui, agissant en vertu de leurs droits, pourraient détériorer le paysage classé : c'est-à-dire les usufruitiers, fermiers, métayers, etc. La servitude grève indéfiniment l'immeuble, en quelques mains qu'il passe.

Ici une question se pose tout naturellement : comment les tiers acquéreurs auront-ils connaissance de cette servitude, si le vendeur ne la déclare pas ?

Le législateur ne lui a pas donné de publicité, non seulement parce que les servitudes administratives en sont exemptes, mais parce que les multiples clauses des classements surchargeraient trop les registres ! Il n'y a qu'un moyen de se renseigner : demander à la commission départementale si l'immeuble est classé, et dans quelles conditions.

Y songera-t-on toujours au milieu des nombreu-

ses précautions qu'il faut déjà prendre : la beauté d'un paysage ne frappe pas tout le monde.

Se voyant assigné pour un acte qu'il avait tout lieu de croire licite, l'acquéreur, dont la bonne foi avait été surprise, ne pourra-t-il au moins se retourner contre son vendeur et l'appeler en garantie ?

L'article 1638 ne s'applique qu'aux servitudes de droit civil; il n'y a point de garantie pour les servitudes administratives. L'acheteur ne peut prétendre ignorer ces dernières, dit-on, car elles constituent le droit commun de la propriété foncière en France (1); et il ne peut se plaindre d'être évincé, « puisque ces servitudes ne diminuent pas ses droits, « tels qu'il a pu légalement les acquérir. (2) »

La jurisprudence a fait de nombreuses applications de ces principes (3). Toutefois elle admet qu'en cas de servitude administrative non apparente l'acheteur aurait droit d'appeler son vendeur en garantie, si ce dernier n'a pas mentionné implicitement ou explicitement les charges dont son immeuble est grevé, ou n'a pas stipulé une clause de non-garantie.

Il a été jugé en ce sens pour les servitudes d'aligne-

1. AUBRY ET RAU, 4^e édit., t. IV, § 355, p. 385.

2. *Pandectes françaises*, Rivière, 1905, tome 59, page 158.

3. Cass., 29 juin 1819. P. chr. D. A. 12. 152.

Grenoble, 2 juillet 1840.

Cass., 20 février 1865. S. 1865. 1. 164.

Cass., 29 avril 1901. D. P. 1903. 1. 268.

Orléans, 21 janvier 1835. S. 1835. 2. 247.

ment, quand l'acquéreur en ignorait l'existence (1) : on applique l'article 1626 du Code civil, parce qu'il y a éviction partielle (2), mais il faut que la servitude soit de telle importance, qu'elle eût empêché la vente si elle avait été connue.

Il n'y a pas encore d'arrêts à propos de sites classés. Nous ne doutons pas cependant que les juges, vu le caractère presque toujours occulte du classement, et vu le préjudice qui peut être fort grand, n'accordent souvent à l'acheteur l'action en garantie.

Action de peu d'effet contre un vendeur insolvable, tandis qu'il eût été fort simple, croyons-nous, de faire tout au moins mention de la servitude au bureau de la conservation des hypothèques, avec renvoi aux arrêtés de classement pour ne pas surcharger les registres.

La servitude de classement est d'ailleurs assez en dehors du droit commun pour exiger une certaine publicité. La plupart des pays étrangers l'ont compris : M. Cros-Mayrevieille nous dit qu'à Neuchâtel il y a inscription d'office au cadastre, en vertu de l'article 5 de la loi du 4 nov. 1902, que (3) « dans le canton de Vaud on la mentionne au *Ligenschaftskataster*,

1. Cass., 14 juin 1853. S. 53.1.525.

Paris, 24 mai 1849. S. 49.2.335.

2. Trib. Seine, 21 juin 1900. *Le Droit*, 24 juillet 1900.

En sens contraire, 2 mai 1816, Cass.

3. Thèse CROS-MAYREVIEILLE, p. 201, alinéa 2.

« et à Berne, dans l'*Amtsblatt*, journal officiel ; en Autriche on l'inscrit sur le livre foncier (*Grundbuch*). »

En France la publicité de toutes les charges frappant des immeubles laisse fort à désirer. Pour l'améliorer, on attend la création d'un livre foncier ; mais il est fort à craindre qu'on n'attende longtemps

PÉNALITÉS

La loi de 1906 a une grande supériorité sur la loi pour la protection des monuments historiques : elle punit d'une amende de 100 à 3.000 francs toute contravention du propriétaire à l'arrêté de classement.

La loi du 30 mars 1887 a pour toute sanction l'article 1142 du Code civil : « Toute obligation de ne pas faire se résout en dommages et intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. » Ce qui revient à dire qu'il n'y a pas de sanction.

En effet à qui seront payés les dommages et intérêts ? Est-ce à l'Etat ? Quel préjudice a-t-il éprouvé ? Il ne faut pas oublier que le classement n'est pas un véritable contrat, comme ceux que l'État passe avec des entrepreneurs par exemple.

Est-ce aux particuliers ? Outre que le propriétaire n'a pris aucun engagement vis-à-vis d'eux, il serait matériellement impossible d'évaluer le dommage causé par la détérioration d'un immeuble classé.

Une contrée tout entière peut s'en ressentir. Les visiteurs eux-mêmes n'éprouvent-ils pas un préjudice moral?

Lorsque le propriétaire n'aura fait que des dégradations peu importantes, la condamnation pécuniaire, s'il y en a, sera une véritable amende.

Le législateur dans la loi de 1906 a transformé les dommages et intérêts en une amende dont le taux, minimum 100 francs et maximum 3.000 francs, est assez élastique pour atteindre toutes les contraventions aux arrêtés de classement.

Les poursuites seront intentées sur la demande de la commission départementale, et seront de la compétence des tribunaux correctionnels.

Les destructions commises par le propriétaire constituent donc un véritable délit. D'ailleurs, l'article 463 du Code pénal étant applicable, le tribunal jugera dans chaque cas s'il ne faut pas accorder les circonstances atténuantes.

La loi ne s'est pas occupée des dégâts commis par les tiers, dégâts qui tombaient déjà sous le coup du Code pénal.

Il eût été bon cependant que le fait d'être commis sur une propriété classée fût considéré dans un délit comme circonstance aggravante, afin d'éviter ce résultat énorme que, pour un acte identique, le propriétaire ne subisse une condamnation plus forte que celle qui serait infligée à un tiers.

CHAPITRE TROISIÈME

Notre intention n'est pas, dans ce chapitre, de faire passer la loi de 1906 pour une arme inutile : Si nous en faisons ressortir les lacunes et les dangers, c'est pour leur chercher un remède et non pour décourager les bonnes volontés qui se manifestent déjà sur toute l'étendue de notre territoire. La législation d'une matière, quelle qu'elle soit, n'est jamais parfaite à ses débuts.

Nous croyons certainement que l'on pourrait obtenir d'importants résultats avec la loi de 1906 ; mais l'on est un peu déçu en apprenant qu'il y a eu seulement 15 sites classés (1) en trois ans.

1. 1907. — Camp romain. Commune de Chavigny (Meurthe-et-Moselle).

Ile de Bréhat (Côtes-du-Nord).

1908. — Parc du château de Flers (Orne).

Gorges du Pont-du-Diable. Commune de Forclas (Haute-Savoie).

Le Roc-au-Chien (Orne).

N'a-t-on pas trop compté sur les maires et sur les préfets en leur donnant, et à eux seuls, le droit d'exproprier pour protéger les paysages ?

On connaît la mentalité des municipalités campagnardes. Elles nous ont trop souvent montré combien la beauté avait peu de valeur à leurs yeux, en louant leurs cascades, en vendant leurs rochers et leurs arbres centenaires, pour en retirer un bénéfice infime. C'est ainsi qu'ont été exploités en Bretagne le chaos du Skével, le plateau de la Clarté, un peu partout les falaises ; c'est ainsi que vont disparaître les rochers de Quatre-Fils-Aymon et les Baux, cette merveille de la Provence (1). Pouvait-on espérer que

Le vieux rocher du port, à La Roche-Bernard
(Morbihan).

La promenade de Ruisard, à La Roche-Bernard
(Morbihan).

La promenade de Lagrée, à La Roche-Bernard
(Morbihan).

Les ruines du château de Cronhac, à Peillec
(Morbihan).

Les rochers de Saint-Gildas (Morbihan).

Camp celtique de Bierre, à Merri (Orne).

Le rocher du Kernic, à Plounevez-Lochrist
(Finistère).

Les rochers de Croach-Zu, à Cléder (Finistère).

1909. — L'escalier du roi d'Aragon, à Bonifacio (Corse).

Le parc de Nogent-sur-Marne.

Bulletin de la S. P. P. F., 15 avril 1909.

1. Voir page 24.

par un revirement subit les communes consentiraient à des sacrifices importants pour leur budget, dans le seul but de protéger ces paysages, qu'elles méprisaient jusque-là ?

Quant aux départements ils ont fort peu d'argent.

On nous dira que la Chambre, dans la séance du 11 novembre 1908, a inscrit les sites pittoresques au budget des Beaux-Arts, et que, s'il ne peut les exproprier lui-même, l'État peut tout au moins les acquérir à l'amiable ou subventionner les communes et les départements qui exproprient (1).

Ce n'est malheureusement qu'une manifestation platonique d'intérêt. Pour que l'aide de l'État fût efficace sur une étendue aussi vaste que la France il eût fallu augmenter le budget des Beaux-Arts, qui ne peut déjà faire face aux réparations urgentes des monuments historiques (2).

Le manque de fonds ne sera pas seul à empêcher les expropriations à fin de classement, et il est à craindre que le domaine privé de l'État et des départements ne soit jamais classé que volontairement. Un maire osera-t-il jamais en demander l'expropriation ? Et s'il le fait, il lui faudra toujours obtenir un décret

1. Décret du 31 mai 1862.

2. Budget des Beaux-Arts. Chap. 44. « Monuments historiques, — monuments n'appartenant pas à l'État, — antiquités et objets d'art, — monuments préhistoriques, 2.756.575 fr. ».

d'abord, puis un arrêté du préfet, qui est le *représentant du gouvernement*!

Contre les particuliers, la demande d'expropriation fait courir un danger aux paysages, remarque M. Cros-Mayrevieille (1): se voyant sur le point d'être dépouillé, le propriétaire va défigurer son immeuble pour lui faire perdre tout intérêt artistique et annihiler par là-même le motif d'expropriation.

La loi de 1906 ne donne pas le moyen de prévenir des actes semblables, et d'après le droit commun, le propriétaire reste libre d'agir à sa guise jusqu'au jugement d'expropriation.

Ainsi l'expropriation, suprême ressource de la loi, perd beaucoup de son importance puisque dans tous les cas elle dépend de ceux contre qui elle doit être prononcée. (N'oublions pas, il est vrai, qu'étant généralement une bonne affaire, elle sera plutôt recherchée qu'évitée.)

Enfermés souvent dans les clauses strictes d'un concours, les ingénieurs ont d'autres préoccupations que celles de la beauté du paysage.

Or, depuis la loi de 1906 et surtout depuis les circulaires envoyées la même année par le ministère des Travaux Publics aux ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées, et par le ministre de l'Agriculture aux ingénieurs en chef de l'hydraulique agri-

1. Thèse CROS-MAYREVIEILLE, p. 176. Alin. 2.

cole (1), leur recommandant le souci et le respect des beautés pittoresques, il était tout naturel d'espérer une entente entre ces divers services et les commissions départementales chargées de la protection des sites.

Dans le but d'organiser cette entente, la Société pour la protection des paysages émettait le 13 mars 1907 ce vœu : « Que l'autorisation par l'administration compétente, en cas de travaux publics pouvant intéresser la sauvegarde des paysages, ne fût accordée qu'après consultation de la commission départementale des sites. » Celle-ci constituerait un guide compétent et tout indiqué.

La réponse du ministre des Travaux publics fut qu'il fallait « laisser aux ingénieurs le soin d'apprécier dans chaque affaire s'il y a lieu ou non de consulter cette commission », que d'ailleurs les travaux importants étaient précédés d'une enquête d'utilité publique, au cours de laquelle la commission départementale des sites pouvait présenter ses observations et ses vœux.

Nous admettons fort bien que les ingénieurs ne peuvent pas consulter les commissions pour tous les travaux, ce qui occasionnerait de longs retards. Mais que dire lorsque les projets menacent *des sites figurant sur la liste* (dressée en exécution de la loi de

1. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 janvier 1908, p. 278.

1906) et reconnus par là même comme pittoresques ?

On verra, dans l'exemple suivant, qu'il faut peu compter sur les enquêtes préparatoires.

Il s'agissait, pour construire un nouveau barrage, de raser tous les arbres et de bouleverser le terrain d'un site ravissant aux portes de Paris et *figurant sur la liste*, l'île Saint-Martin ; alors que, paraît-il, un autre plan, d'une exécution moins onéreuse, conservait la beauté de l'île (1).

Le 8 juillet 1907, dans une délibération prise à l'unanimité, le conseil municipal de Pontoise protestait énergiquement contre l'adoption du projet des ingénieurs en signalant tout le tort qu'éprouverait la ville.

Le conseil général de Seine-et-Oise émit les mêmes observations lors de l'enquête qui eut lieu du 16 au 23 septembre, puis y joignit une pétition couverte de plusieurs milliers de signatures.

Malgré cela la commission d'enquête, nommée par le préfet, s'est prononcée pour l'exécution du plan des Ponts et Chaussées, et le 4 juin 1908 les travaux étaient donnés en adjudication.

Ainsi, pour avoir reconnu l'utilité d'un nouveau barrage lors de l'enquête *de commodo et incommodo*,

1. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 octobre 1907, p. 240 et suiv.

Pontoise fut obligée de subir des plans qu'on lui communiqua plus tard pour la forme.

Les propriétés classées sont-elles mieux à l'abri d'une expropriation pour travaux publics ?

L'article 3 de la loi du 21 avril 1906 interdit bien de modifier le site sans autorisation, mais cette interdiction s'applique uniquement au propriétaire.

Il ne semble donc pas que dans l'enquête *de commodo et incommodo* l'intervention du ministre des Beaux-Arts et de la commission départementale soit obligatoire.

M. Cros-Mayrevieille (1) pense qu'une opposition du ministre ne ferait pas obstacle à l'expropriation.

Cette intervention ne pourrait même pas avoir lieu avec la procédure sommaire de la loi du 21 mai 1836 (2) ; et cependant, le redressement des chemins vicinaux est une menace constante pour les sites.

En résumé, comment voudrait-on obtenir des classements volontaires ? La loi de 1906 demande au propriétaire de s'imposer une servitude gênante, sans aucune indemnité ; elle édicte contre lui seul des pénalités rigoureuses, et elle ne lui donne même pas l'assurance que son immeuble, conservé jusqu'à avec un soin jaloux, ne sera pas un beau jour exproprié et défiguré !

1. Thèse CROS-MAYREVIEILLE, p. 136.

2. Voir aussi article 12, loi du 3 mai 1841. *Expropriation*.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les défauts signalés précédemment sont facilement remédiables, et il est à souhaiter que dans une prochaine revision de la loi le législateur s'efforce d'atteindre un plus grand nombre de sites et surtout de leur donner une protection efficace.

Nous indiquerons brièvement quelques points sur lesquels des modifications nous semblent désirables.

A

Pour atteindre un plus grand nombre de sites

1° En donner une définition très large, comprenant les paysages urbains;

2° Dégrevier de leurs impôts les propriétés classées volontairement, où accorder des indemnités ;

3° Après leur classement, simplifier la revente des biens expropriés : Nous avons vu que la vente des biens du domaine privé était fort difficile ;

4° Appliquer l'article 63 de la loi du 3 mai 1844 à certaines sociétés reconnues d'utilité publique, pour que les communes ou les départements puissent leur céder le droit d'exproprier (avec obligation de revendre l'immeuble grevé de la servitude de classement) (1).

On peut compter beaucoup sur l'initiative privée : Elle est encouragée et appuyée par les pouvoirs publics en Suisse, en Belgique et en Allemagne ; mais c'est en Angleterre, que nous lui voyons donner les plus beaux résultats.

En 1906 le National Trust (2) avait déjà acquis plus

1. La société expropriante ne pourrait garder ces immeubles, car elle n'est là qu'un mandataire et en vertu d'un principe général devrait être réputée acquérir pour son mandant.

Pandectes françaises, 1899, A. Weiss, tome 31, p. 19, n° 204.

2. National Trust for places of Historic Interest and Natural Beauty. *Bulletin de la S. P. P. F.* 15 octobre 1905, p. 60 ; 15 juillet 1906, p. 72.

3. Loi du 21 mai 1836.

(Art. 5) Sont exceptées des dispositions des articles 1 et 3 ci-dessus, les loteries d'objets mobiliers exclusivement desti-

de 20 sites pittoresques. Il lui a fallu quelquefois réunir à l'aide de souscriptions des sommes importantes: 6.500 livres sterling pour le site de Brandchovo sur la rive orientale du lac Derwent et 12.000 livres pour le site de Gowbarrow, qui résume toute la beauté et toute la poésie des lacs d'Écosse.

Cet exemple devrait être imité en France; des loteries (3) au besoin procureraient les fonds nécessaires.

5° Autoriser le classement testamentaire (1), dans la mesure où il n'atteindrait pas la réserve des héritiers; et surtout!

6° Permettre le classement obligatoire et moyennant indemnité, qui était déjà inscrit dans le projet de loi de M. Beauquier.

B

Pour rendre le classement réellement protecteur.

1° Appliquer l'amende inscrite dans l'article 5 de la loi du 21 avril 1906 à tous ceux qui ne respectent pas le classement, quels qu'ils soient.

nées à des actes de bienfaisance ou à *l'encouragement des arts*, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

La nature n'est-elle pas la grande Inspiratrice.

1. Thèse CROS-MAYREVILLE, p. 197.

2° Exempter les sites classés de certaines servitudes administratives, telles que la servitude d'occupation temporaire, ou celle de la loi du 15 juin 1906, sur les distributions d'énergie (1). (Dans ce dernier cas les fils pourraient au besoin passer dans une canalisation souterraine).

3° Lorsqu'un site classé, ou simplement inscrit sur la liste départementale, est menacé d'expropriation pour travaux publics, faire intervenir à l'enquête *de commodo* le ministre des Beaux-Arts et la commission départementale des sites.

Il serait bon, que plusieurs membres de cette commission fassent de droit partie du conseil d'enquête qui a pour mission d'étudier les projets des ingénieurs. Par ce moyen on éviterait peut-être ce qui eut lieu pour l'île de Saint-Martin.

Enfin pour prendre un arrêté autorisant l'ouverture ou le redressement d'un chemin vicinal, le préfet devrait demander l'avis du ministre des Beaux-Arts et de la commission départementale.

4° Obliger ingénieurs et entrepreneurs à couvrir d'un manteau de verdure ou de plantations le sol qu'ils auront bouleversé, soit pour des travaux publics soit pour des entreprises privées. Et ainsi, l'on n'aura plus sous les yeux d'un bout de la France à

1. Voir page 27,

l'autre cet aspect désolé, que présentent nòs collines avec leurs flancs éventrés par des carrières.

Un projet de loi, (1) en ce sens, fut présenté en Belgique le 30 juin 1905 par deux membres du Parlement : MM. Destrée et Carton de Wiart.

5 Assurer la publicité du classement par inscription au bureau des hypothèques.

L'AFFICHE-RÉCLAME

Pour conserver à une région sa beauté et son caractère, il ne suffit pas de protéger quelques beaux sites ; il faut surtout lutter contre l'enlaidissement de nos paysages familiers, qui, pour n'avoir pas les aspects

1. *Article premier.* — Tout exploitant qui modifiera l'aspect visible du sol sera tenu aussitôt ses travaux achevés, et si possible à mesure de leur achèvement partiel successif, de réparer le dommage causé à la beauté du paysage, notamment en faisant les plantations nécessaires à couvrir d'un manteau de verdure les excavations, déblais ou remblais qu'il laissera subsister d'une façon permanente.

Art. 2. — A défaut de se conformer au précédent article, il pourra y être contraint par justice. L'action sera poursuivie devant le tribunal de première instance du lieu dévasté, à la requête du procureur du Roi. Elle appartient également à tout citoyen Belge...

Art. 3. — La présente loi s'applique à l'État, aux provinces et aux communes de même qu'aux entreprises privées.
Congrès de Liège, septembre 1905.

Rapport de M. Raoul de Clermont, p. 15.

sublimes de quelques sites privilégiés, n'en sont pas moins pour nous l'image de la Patrie.

Les sites classés sans doute ne seront plus souillés par les affiches-réclames ; mais celles-ci continueront à s'étaler insolemment aux alentours, en bordure des routes et des chemins. Il s'agit donc de l'hygiène constante de nos yeux et une loi spéciale devient nécessaire. »

Le 28 janvier 1908, le président de la Société pour la protection des paysages, déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi (1) « contre les abus de l'affiche-réclame.

Article premier. — « L'affichage est interdit sur les
« édifices, monuments naturels, et dans les paysages
« et sites classés. Il l'est également autour des dits
« édifices, monuments, sites et paysages, dans un
« périmètre qui sera, dans chaque cas particulier,
« déterminé par un arrêté préfectoral sur avis con-
« forme de la Commission départementale des sites. »

Article 2. — « En dehors des cas prévus par l'ar-
« ticle 1^{er}, le préfet pourra, sur avis de la commission
« départementale des sites, prendre un arrêté inter-
« disant l'affichage, toutes les fois que l'exigera la
« beauté ou la conservation des édifices, monu-

1. N° 1472. Chambre des députés, 9^e législature, session de 1908.

« ments naturels, sites et paysages non classés (1). »

Les contraventions seraient punies d'une amende de 100 à 3.000 francs avec application de l'article 463 du Code pénal.

Ce système d'interdiction est celui qui fut adopté en Allemagne.

A notre avis il a un inconvénient, c'est qu'il oblige en toute équité à verser une indemnité aux propriétaires, qui n'auront plus le droit de louer leur terrain pour l'affichage.

Or comment calculer cette indemnité, et qui la paiera?

De plus ce pouvoir arbitraire accordé au préfet ne donnera-t-il pas des résultats bien différents de département à département : tracasseries dans l'un, et tolérance exagérée dans l'autre.

Un autre système, adopté en Suisse et en Angleterre, a pour caractéristique principale, un impôt calculé au mètre carré et frappant toutes les affiches à part quelques exceptions (2) indiquées dans la loi.

Cet impôt, avons-nous vu, diminuerait certainement la grandeur des affiches, mais favoriserait aux dépens des autres les commerçants pouvant faire ce surcroît de dépenses.

1. Cette proposition de loi a été votée sans discussion par la Chambre dans la séance du 28 juin 1909.

2. Voir page 31.

Ne vaudrait-il pas mieux interdire la réclame par affiches hors des emplacements désignés par chaque municipalité ?

Ce serait une épuration complète, qui n'obligerait pas à payer des indemnités. La défense d'afficher, édictée dans l'intérêt général et pour tous les immeubles, constituerait le régime normal de la propriété.

Les commerçants éprouveront-ils un réel dommage, si on leur enlève ce moyen de réclame ? Il est permis d'en douter si l'on considère tous ceux qui leur restent et qu'ils inventent chaque jour.

C'est le raisonnement que semblent avoir fait en Amérique certains États de l'Union, l'État de Massachusetts et l'État de Pensylvanie (1), quand ils ont prohibé l'affichage le long des routes et sur les bâtiments.

LE REBOISEMENT

On pourra s'étonner que nous abordions dans ce cadre restreint la question si vaste du reboisement. Mais pouvions-nous passer sous silence la protection de ces forêts, qui sont la plus riche parure de notre belle France, et en forment les plus riants aspects ?

Défrichant partout les meilleures terres pour ne laisser boisés que les terrains improductifs, la civili-

1. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 juillet 1906, p. 56.

sation imprévoyante a gaspillé durant des siècles les richesses de notre sol.

Mais lorsque les forêts ne furent plus assez vastes pour faire sentir leurs effets bienfaisants et contrebalancer les forces de la nature : alors intempéries, avalanches et inondations ont dévasté ces travaux, que l'homme avait accomplis avec tant de peine et qu'il croyait impérissables.

Ce fut la revanche des forêts, dont l'altière et farouche beauté avait été violée.

Le dommage causé par les inondations dépassa cinq cent millions, durant la seconde moitié du siècle dernier ; mais l'on n'ose à peine évaluer les pertes éprouvées au commencement de ce siècle.

Bien que, pour prévenir de nouvelles catastrophes, la loi du 4 avril 1882 eût prévu une dépense de 200 millions, on n'a employé jusqu'ici que 3 millions par an à cette œuvre dont dépend le salut de la France.

L'Administration, *Penélope moderne*, laisse détruire d'un côté le travail, qu'elle reprend péniblement de l'autre ; et se trouve obligée, en fin de compte, de dépenser des sommes énormes en indemnités, en digues et en dragages.

En continuant ce système on arriverait vite à la déforestation complète. Heureusement qu'après un siècle d'errements, dont les générations futures supporteront encore longtemps les conséquences, la

France semble revenir, timidement il est vrai, au régime de l'édit de 1669, qui soumettait toutes les forêts aux règles d'exploitation des forêts de l'État.

Le 13 mars 1909, (1) la Chambre a adopté d'urgence et sans discussion, sur le rapport de M. Vigouroux, un projet de loi permettant aux associations reconnues par la loi du 1^{er} juillet 1901, aux caisses d'épargne, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et à la caisse des dépôts et consignations d'employer une partie de leurs fonds à l'achat de forêts et de terrains à reboiser.

Les bois des associations reconnues d'utilité publique, des sociétés de secours mutuel quelles qu'elles soient seront *obligatoirement* soumis au régime forestier ; *auquel pourront être également soumis* (2),

1. Chambre des députés. Session de 1908 n° 1835.

1^o Proposition de loi de MM. F. Bougère et F. David relative à la faculté pour les propriétaires de soumettre leurs bois au régime forestier n° 813.

N° 814 et 1352 de MM. David et Pierre Baudin.

2. Beaucoup de propriétaires ignorent les avantages de l'aménagement. En recourant à la gestion de l'administration des Forêts, moyennant une faible indemnité, les particuliers pourraient augmenter les revenus de leurs bois.

Dans certains pays : dans le Wurtemberg et le Grand Duché de Bade, on peut enlever temporairement la gestion de leurs forêts, aux propriétaires qui administrent mal. Aux Indes, l'Indien forest act a « inter-dit » 30 millions d'hectares boisés.

si leurs propriétaires le demandent, les bois appartenant aux particuliers, aux associations déclarées et aux sociétés commerciales ou financières.

Grâce à cette loi, des capitaux importants seront employés à l'achat de forêts, dont la majeure partie sera placée sous l'administration conservatrice de l'État, et certaines sociétés (comme l'association pour l'aménagement des montagnes) pourront s'occuper d'une façon plus active, s'il se peut, de l'œuvre du reboisement.

Les collectivités peuvent plus facilement que les petits propriétaires opérer le placement à long terme, que constituent le boisement de terrains incultes, ou l'exploitation normale et régulière d'une forêt.

Ce n'était pas encore suffisant : aux grands maux les grands remèdes. Le 11 juillet 1908 (1), M. David lisait à la Chambre un projet et deux propositions de lois, réglementant le défrichement et l'exploitation des bois des particuliers.

La première proposition de loi reproduit dans ses grandes lignes la loi fédérale suisse du 11 octobre 1902. Elle classe les forêts : 1° en forêts privées ordinaires, que leurs propriétaires pourront administrer à leur guise et qu'ils pourront même détruire, s'ils ont au préalable reboisé un terrain de superficie

1. Chambre des députés session 1908 n° 1903.

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 juillet 1908.

égale ; 2° en forêts protectrices, « dont la conservation, après enquête, aura été reconnue nécessaire « à la protection des terres, au maintien des conditions climatologiques ou hygiéniques existantes ». Ces forêts ne pourront être défrichées, ni coupées à ras : Le contrevenant s'exposant à payer outre les amendes prévues par les lois, des indemnités aux communes ou particuliers, dont les biens seraient situés au-dessous des forêts protectrices.

Une autre proposition de loi due à l'initiative du Touring-Club interdit, dans les forêts de protection, de faire aucun défrichement, aucune extraction de pierre, terre, bois mort, gazon sans autorisation de l'administration des eaux et forêts.

L'aménagement devrait aussi être approuvé, mais comme compensation le propriétaire ne paierait que la moitié de l'impôt foncier.

Cette proposition a l'avantage d'empêcher dans les forêts de protection non seulement les défrichements, mais aussi tous les actes pouvant provoquer le même résultat ; elle ressemble beaucoup à la loi hongroise 34° de 1879, laquelle dégrève totalement d'impôts les forêts de protection.

Le projet de loi du Gouvernement, lui, n'interdit ni les défrichements, ni les exploitations par coupes rases, mais oblige dans ces deux cas à faire une déclaration préalable à l'administration. Celle-ci, suivant la procédure fixée par le code forestier, devra

faire opposition dans les six mois si l'intérêt public l'exige.

Nous croyons, comme M. Pierre Baudin, que les procédures d'opposition et d'autorisation ministérielles sont plus souvent nuisibles qu'utiles : Les autorités politiques, préfet et ministre, superposées aux forestiers n'ont fait souvent qu'anéantir les bons résultats qu'avait amené l'intervention de ces derniers. C'est donc aux forestiers seuls que doit être confiée l'exécution de la loi.

L'idée de forêts de protection soumises à un régime spécial se retrouve dans toutes les législations (1) modernes, mais elle est plus ou moins extensive. En général, sont déclarés d'utilité publique les bois nécessaires au maintien des terres sur les montagnes, à l'existence des sources et cours d'eau, à la protection des dunes, à la salubrité publique ; M. David ajoute au maintien des conditions économiques. Pourquoi ne dirions-nous pas aussi, comme au Japon : une forêt pourra être convertie en forêt protégée, si cette mesure paraît nécessaire pour *conserver le pittoresque d'une région* ?

1. Prusse, 6 juillet 1875.
Bavière, 17 juin 1896, art. 39.
Autriche, 3 décembre 1852.
Hongrie, Loi XXXI^e de 1879.
Japon, avril 1897.

Une loi du 31 mars 1906 en Nouvelle-Zélande proclame « paysages classés » plus de 27.000 hectares de bois choisis pour leur beauté scénique.

Aux États-Unis d'Amérique, ces réserves boisées prennent le nom de « parcs nationaux ».

Les principaux sont ceux de Yellowstone (1) comprenant 9.475 kilomètres carrés dans l'État de Wyoming; puis celui de Yosemite dans la Caroline du Nord.

Enfin l'an dernier un grand nombre de districts ont été classés et exclus de toute exploitation: l'un contient un paysage polaire et une forêt *pétrifiée*, dans l'autre se dresse l'antique et gigantesque arbre de « Mammot ».

Dépassant la simple protection des forêts, les parcs englobent tantôt des montagnes pittoresques, tantôt des cataractes, comme celle d'Iguazu dans la République Argentine (2). Cette énorme masse d'eau de 4 kilomètres de large tombe de plus haut que le Niagara; comprise dans un parc de 20.000 à 25.000 hectares, elle est à l'abri des vandales qui seraient tentés d'employer sa formidable puissance.

L'Europe suit l'impulsion donnée par l'Amérique. En fait de parcs nationaux, l'Angleterre possède Gowerbarrow, et la Suisse, la montagne du Bondry dans le canton de Neuchâtel. Elle aura bientôt celui de

1. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 juillet 1908, p. 44.

2. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 octobre 1906.

la chute du Rhin à Schaffhouse, et l'Allemagne celle des Sept Montagnes à Cologne.

En France, dit-on, la question budgétaire interdit d'y songer : il ne peut être question d'exproprier d'un seul coup 15.000 à 20.000 hectares.

D'ailleurs, on trouverait difficilement, chez nous, de pareilles étendues formant un paysage digne d'admiration, à part quelques forêts historiques. Or, on pourra conserver ces dernières d'une façon moins coûteuse : en les déclarant forêts de protection.

C'est dans le domaine privé de l'État, des communes, que l'on peut, que l'on doit créer des parcs nationaux, application légale et sur une vaste échelle des séries artistiques.

Aux portes des grandes villes, ils formeront des sanatoria populaires, où les travailleurs se reposeront le dimanche.

Et puis, c'est peut-être le seul moyen de classer les forêts du Domaine, vu les difficultés auxquelles on se heurte pour leur appliquer la loi de 1906.

L'administration des forêts gère en bon père de famille. Mais bonne commerçante plutôt qu'artiste elle ne laisse pas à ses futaies le temps de prendre leur plein épanouissement ; elle veut que ses bois lui rapportent.

Nous sommes encore bien heureux quand l'État

n'aliène pas ses plus beaux domaines (1) : l'initiative de M. Jansen empêcha le parc de Meudon d'être entièrement dépecé et vendu. Quant au parc de Saint-Cloud, il ne fut sauvé à plusieurs reprises que par la vigilance et l'indignation de la presse parisienne.

Pour ces différents motifs M. Beauquier proposait à la Chambre le 6 juillet 1908 (2) de faire classer par la Commission départementale des sites les parties intéressantes, au point de vue de la beauté du paysage et de l'hygiène publique, des bois dépendant du Domaine, et situés autour de Paris dans un rayon de 80 kilomètres.

Est-ce une chose exorbitante, que de demander à l'État de nous réserver, dans les millions d'hectares dont il dispose, quelques parcs où les arbres croîtront et vieilliront respectés ?

M. Beauquier voudrait aussi que les bois possédés à titre particulier et classés en vertu de la loi du 21 avril 1906 deviennent réserves nationales. Ils seraient soumis à un aménagement forestier spécial.

1. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 octobre 1905.

2. Chambre des députés, n° 1899, annexe, 6 juillet 1908.

CHAPITRE SECOND

Faut-il nous arrêter à la porte des villes, ou bien pouvons-nous demander le classement des sites, des paysages même, que l'homme a créés ou a su ménager à l'intérieur des murs ?

Il ne semble pas qu'une pareille distinction soit faite dans la loi du 21 avril 1906.

Nous avons essayé de prouver, au début de cette thèse, que les sites urbains : perspectives de rues, silhouettes de monuments, pourraient être classés. Cette opinion semblera bien hardie, car le législateur avait surtout en vue les aspects de la nature. Il faudrait donc que les monuments naturels prédominent ; mais dans quelle mesure ?

Lorsque l'on a classé les ruines du château de Cronhac dans le Morbihan, n'est-ce pas en grande partie pour sa silhouette, parce que ses murs effondrés formaient un site aussi pittoresque qu'un chaos de rochers ?

Avec une interprétation large, la loi de 1906 complètera heureusement la loi du 30 mars 1887, car elle protégera les environs et la perspective des monuments historiques. Dans tous les cas elle s'appliquera sûrement aux jardins des villes.

La commission départementale de la Seine a donc pu valablement classer la pointe occidentale de la Cité, les arbres des berges rive droite et rive gauche, du pont des Arts au pont de la Concorde, le jardin des Tuileries, l'avenue des Champs-Élysées, les jardins du Cours-la-Reine, l'esplanade des Invalides, l'île de la Folie et l'île de Puteaux.

Il y a également dans Paris d'autres jardins qui sont dignes d'intérêt : ce sont les innombrables jardins privés, parcs en miniature, perdus souvent dans des pâtés de maisons, mais dont le charme est d'autant plus pénétrant, qu'à deux pas la vie intense de la grande fourmilière se déchaîne.

Ils ne sont pas seulement jolis, ils sont indispensables à l'hygiène dans les grandes agglomérations, parce que leurs feuillages assainissent l'air des quartiers environnants. La tuberculose sévit surtout dans les quartiers où il y a peu de jardins : à Plaisance, à Grenelle, à Javel il meurt tous les ans 104 tuberculeux pour 10.000 ; tandis que vers les Champs-Élysées la proportion n'est plus que de 11 pour 10.000 (1).

1. Discours du D^r Landouzy à la Sorbonne, le 5 juillet 1908.

Au mépris de la santé publique, l'État et la Ville ont vendu tous les jardins, dont la loi du 1^{er} juillet 1901 a dépouillé les Congrégations. Les emplacements sont maintenant couverts de maisons de rapport hautes de six ou sept étages.

Le même sort menace l'hôtel de Biron, ancien couvent du Sacré-Cœur, l'un des derniers joyaux de l'architecture du XVIII^e siècle à Paris. Il est sérieusement question de vendre par lots le parc qui l'entoure (1).

La Ville avait déjà en 1901 remplacé l'impôt sur les boissons hygiéniques par une surtaxe de 0 fr. 50 sur les propriétés non bâties. L'effet ne se fit pas attendre : les jardins des hôtels de Luynes, de Croy et de Sagan furent vendus. Le parc de la Muette lui-même, cette merveille située à l'entrée du Bois de Boulogne, dut être dépecé en partie : son propriétaire ayant une augmentation d'impôt de 80.000 francs.

A la demande de M. Adrien Mithonard, le Conseil municipal remplaça la surtaxe de 0 fr. 50 par un impôt global de 0 fr. 10 % sur la propriété bâtie ou non bâtie, mais le mal était fait.

Paris est-il donc si riche en jardins et en squares, qu'il puisse considérer les parcs fermés comme une quantité négligeable ?

1. Nous apprenons que si une entente intervient entre la Ville et l'État, le parc et l'hôtel seraient sauvés et transformés en musée ou en école d'art décoratif.

Une comparaison avec Londres et Berlin suffira à nous édifier :

Enprenant dans Londres et dans Berlin, avec l'hôtel de Ville pour Centre, des surfaces égales à celle de Paris, on trouve pour la première 752 hectares de parcs ou de squares, 554 pour la seconde, alors que Paris n'en possède que 263.

Tandis qu'à l'étranger on dépense des millions pour l'hygiène et la beauté de villes, tandis qu'en Amérique on fonde les fameuses « cités-jardins », Paris, la Ville lumière, qui eut durant des siècles un renom universel de beauté, voit chaque jour ses derniers espaces libres morcelés et livrés à la spéculation.

Sa situation actuelle est inférieure à ce qu'elle était au XVIII^e siècle : En 1789, sur une superficie totale de 3.390 hectares, les espaces plantés en occupaient 391 ; en 1900, pour 7.800 hectares de surface, les parcs et les jardins n'occupent plus que 263 hectares (1).

Toutes proportions gardées, Paris a donc perdu depuis cent ans les deux tiers de ses jardins. Sans remonter bien loin, c'est le tiers de l'Esplanade des Invalides que la ville cède au chemin de fer de l'Ouest en 1894, c'est en 1900 le lotissement de la moitié du Champ de Mars ; enfin tout dernièrement il était question d'accorder une concession pour un nouveau théâtre au milieu des Champs-Élysées.

1. *Les espaces libres à Paris*, par EUGÈNE HÉNARD.

Les Parisiens doivent-ils, dans un avenir prochain, être condamnés à ne plus voir d'autre verdure que les plumeaux étiques et vite dépouillés de leurs boulevards?

Une agglomération intense demande, pour ne pas devenir mortelle, à être pourvue de nombreux parcs. Il faut donc classer les derniers qui nous restent, pour les mettre à l'abri d'une municipalité endettée. De plus, une occasion unique se présente d'en créer de nouveaux : C'est le déclassement des fortifications.

Par un projet de loi du 1^{er} juillet 1902, la Chambre était invitée à voter le déclassement et l'aliénation de l'enceinte de Paris depuis Pantin jusqu'au Point-du-Jour. Mais le projet fut remis momentanément; la ville, qui devait être l'acquéreur, ne pouvant se plier aux exigences de l'État.

La Société pour la protection des paysages et la presse tout entière entreprirent alors une campagne active pour obtenir de l'État qu'il prélève sur les fortifications 9 grands parcs d'une contenance de 10 hectares environ.

On ne ferait en cela que suivre l'exemple de toutes les grandes villes d'Europe. Beaucoup d'entre elles possèdent des plans d'extension, qui sont la délimitation des quartiers susceptibles de s'ouvrir (1).

1. *Bulletin de la S. P. P. F.*, 15 janvier 1909.

Les espaces libres y sont prévus, et parfois même le style des maisons doit être approuvé : En Allemagne la loi du 15 juillet 1907 donne aux municipalités le droit d'empêcher les constructions inharmoniques. En Suède, depuis la loi du 8 mai 1874, les constructions dans les villes doivent être variées, et les maisons être entourées de jardins décoratifs.

En France une proposition de loi (1), présentée tout récemment par M. Beauquier, demande des plans

1. Chambre des députés, n° 2245, session de 1909.

Article premier. — Dans un délai de 5 ans, à dater de la promulgation de la présente loi, toute commune urbaine de plus de 10.000 habitants sera tenue d'établir un plan d'extension et d'embellissement.

Art. 2. — Le plan déterminera les emplacements des jardins publics, squares, parcs et espaces libres, fixera la largeur des voies, leur direction, le mode de construction des maisons et d'une façon générale établira toute servitude hygiénique ou artistique en vue de l'embellissement et de l'assainissement de la ville.

Art. 3. — Ce plan dressé par les soins des services municipaux sera soumis à l'approbation du bureau départemental d'hygiène et de la Commission des sites et monuments naturels, institués dans chaque département en vertu de la loi du 21 avril 1906. En outre, il appartiendra à chacun de formuler les observations et oppositions qu'il jugera convenables...

Art. 5. — Le plan établi est exécutoire pendant une durée de 30 ans, renouvelable. — Toute modification pourra y être apportée suivant les formes prescrites à l'article 3.

d'extension et d'embellissement pour toutes les villes ayant plus de 10.000 habitants.

Ces plans détermineraient les emplacements des jardins publics, squares, espaces libres, le mode de construction des maisons, et d'une façon générale établiraient toute servitude hygiénique ou artistique.

Ces plans dressés par les soins des services municipaux, et soumis à l'approbation de la Commission départementale des sites, seraient exécutoires pendant une durée de trente ans.

La valeur des terrains en sera augmentée plutôt que diminuée, puisque, grâce à cette servitude, les quartiers seront gais et bien aérés. Ce sera un acheminement vers les cités-jardins, la fin des agglomérations malsaines et inélégantes des grandes villes.

CONCLUSION

Nous aurons bientôt une foule de lois protégeant les paysages sous toutes leurs formes : sites urbains et sites agrestes. Mais toutes ces lois n'auront d'effet qu'autant qu'elles seront populaires et appliquées avec zèle.

Il faut avant tout apprendre aux Français à respecter ce qui est beau et à ne pas voir seulement dans un arbre centenaire la charpente que l'on en peut tirer, et dans un amas de rocs, le cube de moellons qu'il peut fournir.

Dès l'école il faudra développer le sens esthétique de l'enfant, en lui enseignant que le beau n'est pas toujours ce qui est neuf, et que les lignes géométriques s'accordent difficilement avec la nature.

Le tourisme fait déjà beaucoup pour l'éducation populaire. En voyant affluer les visiteurs vers un

site, les habitants, qui jusque-là n'avaient pas songé à l'admirer, comprennent que ce site est beau et le respectent.

Mais le meilleur instructeur, c'est la Presse qui depuis plusieurs années mène une campagne active en faveur de nos paysages les plus réputés : la question du Mont Saint-Michel est connue maintenant de la France entière.

Il nous reste à citer les nombreuses sociétés qui s'occupent de questions d'art, et en première ligne, la Société pour la protection des paysages de France et l'Association régionaliste.

Cette dernière complète la précédente, en ressuscitant tout ce qui est caractéristique des différentes provinces : langues, coutumes, costumes et danses, en des fêtes, que nous pourrions comparer aux « Cours d'amour » du moyen âge.

Sans elle, et quelques autres sociétés, le Breton, le Basque et le Provençal ne seraient bientôt plus que des langues mortes.

Il est en effet défendu de les employer dans les actes publics, et il est même, sous peine d'amende, interdit aux curés de village de prêcher autrement qu'en français.

Nous conservons cependant grand espoir dans l'avenir en voyant les résultats obtenus par les sociétés scolaires forestières, qui non seulement apprennent aux enfants à aimer et respecter les arbres, mais

encore ont fait des travaux de reboisement importants.

La première société de ce genre naquit en 1899 dans le Jura, qui en compte actuellement soixante.

Beaucoup d'autres départements ont suivi le même exemple avec l'appui des pouvoirs publics, et les terrains reboisés de cette façon se chiffrent maintenant par centaines d'hectares.

La Belgique, l'Espagne, l'Italie et l'Autriche (1) ont formé, elles aussi, des sociétés scolaires forestières et institué la fête des arbres.

« Rendre aux arbres des honneurs publics, c'est
« bien, mais nous voudrions plus encore : unir
« l'homme à l'arbre par un sentiment plus intime,
« associer l'arbre chaque fois que les circonstances
« le permettent à une joie familiale, l'introduire pour
« ainsi dire dans le cercle de la famille en créant
« une sorte de fraternité entre l'enfant et l'arbuste. »

Attacher l'enfant au pays natal par une foule de souvenirs, et par la poésie des paysages qui lui sont familiers, ce n'est pas seulement lutter contre le danger causé par l'exode vers les villes, c'est aussi et surtout faire œuvre de patriotisme. « Le paysage », disait un philosophe anglais (2), « est le visage aimé

1. *Bulletin de la S.P.P.F.*, 15 janvier 1906, p. 80.

2. JOHN RUSKIN. Rapport de M. Maurice Faure au Sénat, *Officiel*, 28 mars 1906.

« de la mère-patrie ; plus cette vision sera belle, plus
« on aimera la patrie dont elle est l'image. Ce n'est
« pas en semant des statues qu'on récolte des hom-
« mes, c'est en respectant les pierres de la terre na-
« tale. »

Vu : le Président de la thèse,

TISSIER

Vu : le Doyen,

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

ANNEXE

PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LA PROTECTION DES PAYSAGES (17-20 OCTOBRE 1909, PARIS).

Nous sommes heureux, avant de faire mettre sous presse, de pouvoir donner un compte rendu de l'importante manifestation d'art, qui vient d'avoir lieu à Paris, au Musée Social.

Ce congrès, qui réunissait les délégués des différents grands pays d'Europe, a voté, sur le rapport de M. Raoul de Clermont, la formation d'une « Fédération internationale des sociétés pour la protection des paysages. »

L'assemblée après lecture des différents rapports sur l'état actuel de la protection dans les divers pays, notamment en Italie, Allemagne, Belgique, Suède et Suisse, a examiné, entre autres questions (1) portées

1. *Les Cités-Jardins*. Rapporteur M. Georges-Benoît-Lévy.
Les Réserves forestières autour des villes. Rapporteur, M. A. de Villemereuil (membre du comité directeur de la S. P. P. F).

Le paysage et la protection de la flore et de la faune.
M. Louis Ternier.

à son ordre du jour, celle des espaces libres dans les villes et autour des villes, puis la protection des forêts, le reboisement et la création de parcs nationaux. MM. Vaunois et Georges Harmand se sont élevés avec force contre les affiches qui déshonorent nos villes et nos paysages.

Mais la proposition la plus importante adoptée par le Congrès est celle de l'établissement d'une servitude de beauté : M. Cros-Mayrevieille et le baron de Montenach, député au Grand-Conseil du canton de Fribourg, ont montré que les lois existantes sont impuissantes à défendre la beauté des sites comme celle des villes contre le vandalisme. L'expropriation totale prévue par la loi du 21 avril 1906 est trop chère. Il faudrait une expropriation partielle, celle de l'aspect du site, une sorte de « servitude de beauté » moyennant indemnité.

Enfin M. Raoul de Clermont a vivement regretté que les commissions départementales, créées en exécution de la loi du 21 avril 1906, ne comprennent pas mieux leur rôle. Dans certains départements elles ne se sont pas encore réunies, et dans beaucoup d'autres elles se sont dissoutes après avoir simplement dressé une liste de sites intéressants.

Le Paysage à l'école. M. André Mellerio.

Etc... etc. (On peut trouver ces rapports au Secrétariat de la S. P. P. F., 26, rue Grammont, Paris.)

BIBLIOGRAPHIE

Avant d'énumérer les ouvrages intéressant la protection des paysages, nous tenons à donner ici un témoignage de profonde gratitude à MM. Fernand Cros-Mayrevieille, de Clermont et de Nussac, pour avoir rendu facile notre tâche, par les nombreux documents et les précieux renseignements qu'il nous ont fournis au cours de ce travail.

AUBRY ET RAU. — Droit civil, 4^e édition, tome 4, § 355, p. 385.

Association pour l'aménagement des montagnes, 2^e congrès 14 et 15 août 1906.

BAUDIN (H). — L'enseigne et l'affiche, 1905.

BAUDRY-LACANTINERIE. — Droit civil, 1896, p. 150.

BOUCART. — De l'occupation temporaire en vue de l'exécution des travaux publics, loi du 29 décembre 1892, 1895.

BERTHELEMY. — Traité élémentaire du droit administratif, 5^e édition.

CARDOT (E). — Inspecteur des Eaux et forêts. Le manuel de l'arbre.

- CILLEULS (A des). — La voirie urbaine, 1877, Thèse.
Congrès de la Houille Blanche, 1902.
CLERMONT (R de). — De la protection des monuments du passé, des paysages et des sites (Annexe au bulletin 19. Association littéraire et artistique, 1905).
CRISTESCO (G). — La Houille blanche, 1902. Thèse.
CROS-MAYREVIEILLE (F). — Protection des monuments historiques ou artistiques, des sites et des paysages, 1907. Thèse.
DALLOZ. — Répertoire.
DAVENNE. — Voirie urbaine, 1849.
DOUSSAND. — Des expertises en matière de travaux publics, 1880.
Commentaire à la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, 1898.
FLOURENS. — Les fortifications de Paris, 1908. Thèse.
HANOTAUX. — Les hautes chutes.
HÉNARD (E). — Étude sur les transformations de Paris.
JALOUSTRE (G). — La Houille blanche et son régime légal, 1902. Thèse.
MADELIN (J). — Restrictions légales au droit de propriété foncière privée. Thèse.
MAGNE (E). — L'esthétique des villes.
PLANIOL. — Précis de droit civil, tome 1, 1900, p. 380.
REY. — La Houille blanche, 1903. Thèse.
RIVIÈRE. — Pandectes françaises.
VEILLON. — Le Sweating-System, 1904. Thèse.

Documents parlementaires.

- Journal officiel. — Chambre des députés.
7^e législature, n° 2315 et 2348.
8^e législature, n° 733.

3 février 1905, p. 123 et 126.

Rapport de M. Dubuisson à la Chambre. Journal officiel. Annexe au procès-verbal, n° 1058 et 2136, 1904.

Rapport de M. Faure au Sénat, n° 87, 1906, p. 281-286.

Rapport de M. L. Vigouroux, sur la soumission au régime forestier des bois appartenant aux particuliers ou associations. Chambre des députés. Annexe au procès-verbal du 26 juin 1908, n° 1835.

Rapport de M. F. David, sur le reboisement, 11 juillet 1908, n° 1993.

Rapport de M. Cloarec, député, contre l'abus de l'affiche-réclame. Annexe au procès-verbal, 21 juin 1909, n° 2575.

Rapport de M. Doumez, 13 juillet 1909, n° 2036. Article 57 de la loi des Finances, complétant l'article 220 du Code forestier.

Périodiques.

Action Régionaliste, avril 1907, p. 96-97. La protection des paysages et le régionalisme.

Bulletin de la Société pour la protection des paysages. Paris, Chaix, 1902-1910. Chaque numéro donne la nomenclature des articles paru sur la question, dans les journaux de Paris ou de province.

Bulletin de la ligue « Heimatschutz », Suisse.

Bulletin du Grand Conseil de Vand: Session d'automne, 1901 et session de printemps, 1903.

Journal des Débats, 19, 24, 25, 26, 28, 29 avril, 1, 4, 8 mai 1908. Auguste Pawlouski. Feuilleton du vendredi: En Flanant, par André Hallays.

Le Limousin. Revue. Octobre 1907.

Musée social. Supplément aux Annales. Les Espaces libres à Paris.

Revue de Paris, 1903, tome 6. Le déboisement en France.
Henri Cavaillès.

Revue des Deux-Mondes, 1901, tome 2, p. 482-503.

Revue des Sciences. La Nature, 13 mars 1909.

Revue mensuelle du Touring-Club, mai 1909. L'évaporation
estivale des bois. Ch. Broillard.

TABLE DES MATIERES

	Pages
PRÉFACE. — La protection des sites et paysages en Allemagne	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — La protection des sites et paysages à l'étranger. — Définition du paysage et des monuments naturels. — Le site urbain. — Raisons qui militent en faveur d'une protection. — La beauté d'un pays peut être sauvegardée sans nuire à sa prospérité. — L'amour de la nature au Japon.	9
CHAPITRE SECOND. — A) <i>Le déboisement : Causes.</i> — Au xvi ^e siècle, les forges, constructions maritimes. — A la Révolution. — La vente des biens nationaux et le régime successoral. — De nos jours, l'abus des coupes à blanc, les patres et de nombreuses industries.	15
<i>Effets :</i> Inondations, ensablement des rivières et des ports. — Perturbations dans le climat. — Législation antérieure à la Révolution. — Lois étrangères.	19

B) <i>Exploitations des carrières</i>	22
C) <i>Emploi de la houille blanche.</i> — La Suisse nationalise toute sa force motrice. — Loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie	24
D) <i>L'affiche-réclame.</i> — La réglementation avant la Révolution. — Systèmes employés à l'étranger : de prohibition, en Prusse ; de prohibition jointe à l'imposition, en Suisse et en Angleterre	28
E) <i>Certaines lois.</i> — 29 décembre 1892, 15 juin 1906	32

DEUXIÈME PARTIE

LOI DU 21 AVRIL 1906

CHAPITRE PREMIER. — La protection des paysages et le droit de propriété. — Servitudes administratives. — Indemnités. — Essais de justification. — Réfutation. — Le droit de police de l'État et l'intérêt général en jeu suffisent comme bases. — Servitudes artistiques urbaines dans l'antiquité : sous Justinien, puis en France sous François I ^{er} . — Textes. — Décret de 1854, puis loi du 30 mars 1887	35
CHAPITRE SECOND. — Projets de loi. — Texte adopté	43
ÉTUDE DE LA LOI. — Ce qu'elle protège. — Les commissions départementales, leurs rôle et attributions. <i>Le classement.</i> — A. Classement volontaire. — Nature. — Procédure. — B. Classement après expropriation. — Loi du 3 mai 1841.	45
<i>Effets du classement.</i> — Restreindre la jouissance du droit de propriété. — Autorisation à demander. — Point de publicité. — L'acheteur peut-il	48

appeler son vendeur en garantie? — Législation étrangère	56
<i>Pénalités.</i> — Amende.	60
CHAPITRE TROISIÈME. — Défauts de la loi de 1906. — Rôle des maires et des préfets. — Insuffisance des ressources pour exproprier. — Menacés d'expropriation, le propriétaire peut défigurer son immeuble. — Les ingénieurs de l'État et les commissions départementales. — L'expropriation pour travaux publics d'un immeuble classé	62

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Modifications à apporter à la loi de 1906 : 1 ^o pour atteindre un plus grand nombre de sites; 2 ^o pour rendre le classement réellement protecteur. — Réglementation de l'affichage-réclame. — Reboisement	69
CHAPITRE SECOND. — Les sites urbains. — Jardins et espaces libres. — Les fortifications de Paris. — Projet de loi sur l'extension et l'embellissement des villes.	85
CONCLUSIONS. — Éducation du sens esthétique en France. — La fête des arbres en France et à l'étranger. — Les résultats	92
ANNEXE	96
BIBLIOGRAPHIE	98

